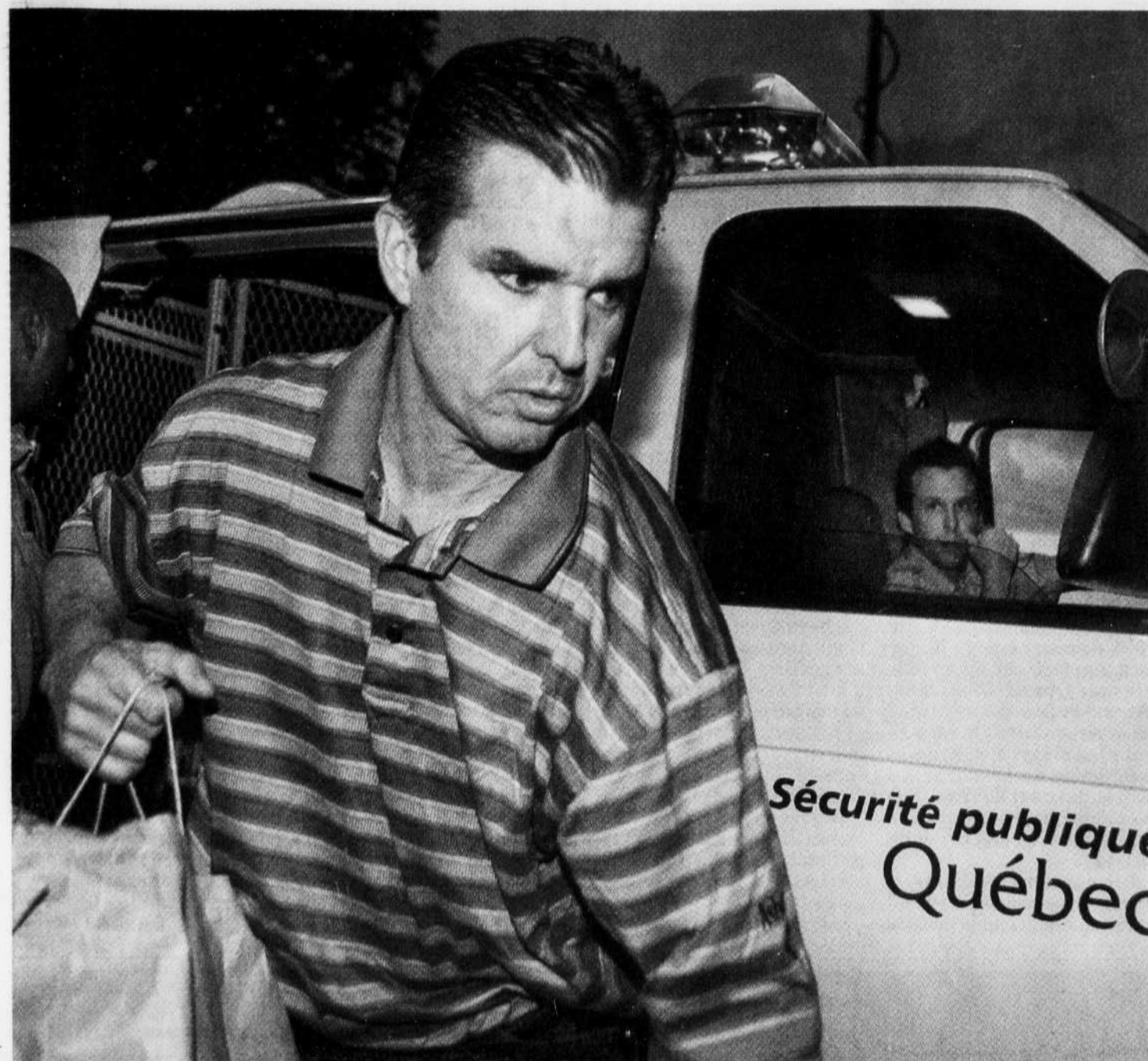


# LE DEVOIR

## VINCENT LACROIX EST SORTI DE PRISON



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

VINCENT LACROIX a été libéré du centre de détention montréalais Rivière-des-Prairies, vers 20h40 hier soir, après avoir purgé le sixième d'une peine de huit ans et demi de détention. Sa sortie était imminente depuis que sa famille avait payé, lundi, sa caution de 50 000 \$. Amaigré, l'ex-dirigeant de Norbourg n'a pas répondu aux questions des journalistes. Après avoir été trouvé coupable en janvier 2008 de 51 infractions pénales à la Loi sur les valeurs mobilières, il fait maintenant face à près de 200 accusations criminelles de fraude et de fabrication de faux. Il a été conduit directement à la maison de transition de Saint-Henri, où il doit séjourner 18 mois en garde fermée. Pendant la première moitié de cette période, il n'aura la possibilité de sortir que pour effectuer des travaux communautaires sous surveillance. Ensuite, il pourra travailler ou chercher un emploi à l'extérieur.

## A(H1N1): un cas résistant au Tamiflu au Québec

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Une souche de grippe A(H1N1) résistante à l'antiviral Tamiflu a infecté un Québécois, a averti hier un laboratoire de Québec. Une « première » en Amérique du Nord. Le virus résiste également à une nouvelle molécule qui subit des tests cliniques.

Le virus en question a infecté un sexagénaire à qui son médecin avait prescrit une faible dose de Tamiflu pour le protéger de la grippe, que son fils avait contractée. L'homme souffrait déjà d'une maladie pulmonaire. Malgré le traitement préventif, toux et fièvre sont apparues.

Le laboratoire du Dr Guy Boivin, à qui les hôpitaux envoient leurs prélèvements, a identifié une grippe A(H1N1) qui résiste au Tamiflu, l'antiviral le plus communément administré. Il survit également à l'assaut du Peramivir, un nouvel antiviral actuellement à la dernière phase des tests cliniques avant sa commercialisation. Seule option pour traiter le patient: le Relanza, qui constitue environ 20 % des stocks de médicaments canadiens en prévision d'une pandémie. L'hom-

me a évité l'hospitalisation et se porte bien. Ses proches auraient été épargnés.

La grippe A évolue donc rapidement. « Il y a eu [des cas de résistance] au Danemark et au Japon, mais ils ont été peu étudiés pour l'instant », indique le chercheur du Centre de recherche en infectiologie du Centre hospitalier de l'Université Laval. Selon le Dr Boivin, le patient aurait été infecté avant de recevoir le Tamiflu. Le virus aurait développé une résistance à celui-ci, car il était en présence d'une dose trop faible pour l'envoyer au tapis.

Pour le Dr Boivin, « ça nous démontre qu'il ne faut pas utiliser le Tamiflu à toutes les sauces et le réserver au traitement des malades ». Il estime que d'autres cas de grippe résistante pourraient

faire surface. Sans être grave, la situation demande une surveillance étroite, avertit-il. C'est un cas isolé, dit la Direction de la santé publique, même si elle appelle les médecins à la prudence avant de prescrire le Tamiflu.

Le chercheur anticipait cette situation. Traditionnellement, on croyait que les virus mutants,



« Ça nous démontre qu'il ne faut pas utiliser le Tamiflu à toutes les sauces »

VOIR PAGE A 8: GRIPPE

## Isotopes: Ottawa est menacé de poursuite

Le Conseil pour la protection des malades somme le gouvernement fédéral de présenter son plan d'action

LISA-MARIE GERVAIS

Critiqué de toutes parts pour sa gestion dans le dossier des isotopes médicaux, le gouvernement du Canada n'est pas au bout de ses peines. Ayant la ferme intention d'intenter un recours collectif, le Conseil de la protection des malades (CPM) a envoyé hier une mise en demeure à Énergie atomique Canada, l'exhortant à redémarrer la production d'isotopes à la centrale

de Chalk River le plus tôt possible et à offrir, d'ici un mois, d'autres traitements aux patients québécois. Le pays vit une pénurie d'isotopes nécessaires au traitement de certains cancers et à des tests diagnostiques depuis la fermeture, il y a trois mois, de la centrale ontarienne de Chalk River, qui comblait à elle seule 80 % des besoins canadiens et 35 % des besoins mondiaux.

La fermeture de Chalk River a entraîné une pénurie d'isotopes nécessaires au traitement de certains cancers et à des tests diagnostiques

rie de ces précieuses sources radioactives permettant de traiter certains cancers et de poser des diagnostics depuis la fermeture, il y a trois mois, de la centrale ontarienne de Chalk River, qui comblait à elle seule 80 % des besoins canadiens et 35 % des besoins mondiaux.

« On aurait pu tenter une injonction, mais on y va d'une mise en demeure avec des délais fixes. »

Étant donné tout ce qu'on a lu et les déclarations d'experts qui parlent de désastre et de catastrophe nationale, on essaie de prévenir le pire en enjoignant Énergie atomique Canada, et accessoirement les ministres de la Santé et des Ressources naturelles, de réparer leurs fautes », a dit M. Paul G. Brunet, président du CPM.

Signifiée hier par huissier au ministre de la Justice et procureur général du Canada, la mise en demeure formelle devrait parvenir aujourd'hui aux autorités d'Énergie atomique Canada, dont le siège social se trouve à Mississauga, en Ontario. Plus précisément, elle somme la société de la Couronne de remettre en opération le réacteur de Chalk River au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre et d'offrir aux Québécois, à compter du 24 août, des services de diagnostics et de traitements adéquats

VOIR PAGE A 8: ISOTOPES



GORAN TOMASEVIC REUTERS

## Israël planifie la fin des colonies sauvages

Jérusalem — L'armée israélienne prépare une « opération coup-de-poing » pour raser en une journée les 23 colonies juives sauvages de Cisjordanie que l'État juif s'était engagé auprès de son allié américain à démanteler il y a déjà huit ans, rapportait hier le quotidien Haaretz.

L'article du journal de centre gauche n'avance pas la date d'une telle opération mais précise que l'armée s'est livrée la semaine dernière à une répétition

VOIR PAGE A 8: ISRAËL

L'ALLEMAGNE VERTE

## Un trésor au fond des mers du Nord

L'Allemagne, qui ne possède aucun territoire dans le cercle polaire, contrairement au Canada, est cependant un des pays qui investit le plus en recherche maritime et polaire. Ses chercheurs sont convaincus d'y trouver plusieurs clefs des changements climatiques, et sa classe d'affaires, une mine de trésors biologiques et minéraux.

LOUIS-GILLES FRANÇŒUR

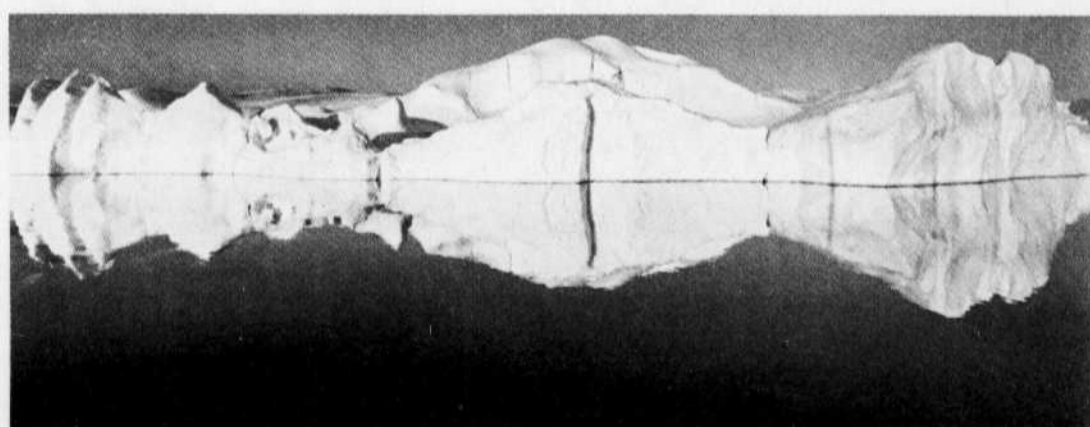
Dernier texte d'une série de deux

« Les humains connaissent beaucoup moins les océans et en particulier ceux des pôles que l'espace au-dessus d'eux. Au moins 9 % des océans nous sont encore totalement inconnus. Pourtant, parce que l'évolution des changements climatiques se joue là et en raison des ressources méconnues de ces énormes écosystèmes, la science maritime polaire est appelée à

devenir aussi importante que la recherche spatiale », explique au Devoir et à un groupe de scientifiques invités par l'Allemagne le secrétaire d'État à la Science, à l'Économie et aux Transports du Schleswig-Holstein, Jost de Jager, à ses bureaux de Kiel, sur la mer du Nord.

Ce ministre d'un des États fédérés allemands dont l'économie demeure très liée à la construction navale et à la recherche maritime est un des promoteurs du projet proposé par l'Allemagne à toute l'Europe, soit de construire un brise-glace

VOIR PAGE A 8: MER



BOB STRONG REUTERS

Les scientifiques allemands estiment que la compréhension des changements climatiques passe par l'étude des mers arctiques.

## Méthane contre carbone

Les hydrates de méthane se sont formés sous l'effet conjugué de la pression de l'eau et de la température de moins 2 °C qu'on retrouve dans des fonds

marins, à plus de 400 mètres de profondeur. La « glace qui brûle » ressemble à de la glace sèche qui, elle, est formée de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) solidifié. Ce méthane solide s'enflamme au contact de l'air, mais il peut être gazéifié avant d'être récupéré.

VOIR PAGE A 8: MÉTHANE

### INDEX

Annonces.....	B 6
Avis publics..	B 4
Carrières.....	B 5
Décès.....	B 6
Météo.....	B 3
Mots croisés..	B 3
Sudoku.....	B 3
Télévision.....	B 7

## ACTUALITÉS

## Révélation choquante pour Abdelrazik

Ottawa savait que le Soudan était prêt à faire disparaître un de ses ressortissants et il n'a rien fait pour l'en empêcher

Nouveau rebondissement dans l'affaire Abdelrazik. Des notes de service transmises par courriel entre le ministère des Affaires étrangères à Ottawa et l'ambassade du Canada à Khartoum en mars et avril 2006 mettent en lumière la réticence du gouvernement canadien à tirer Abousfian Abdelrazik d'affaire.

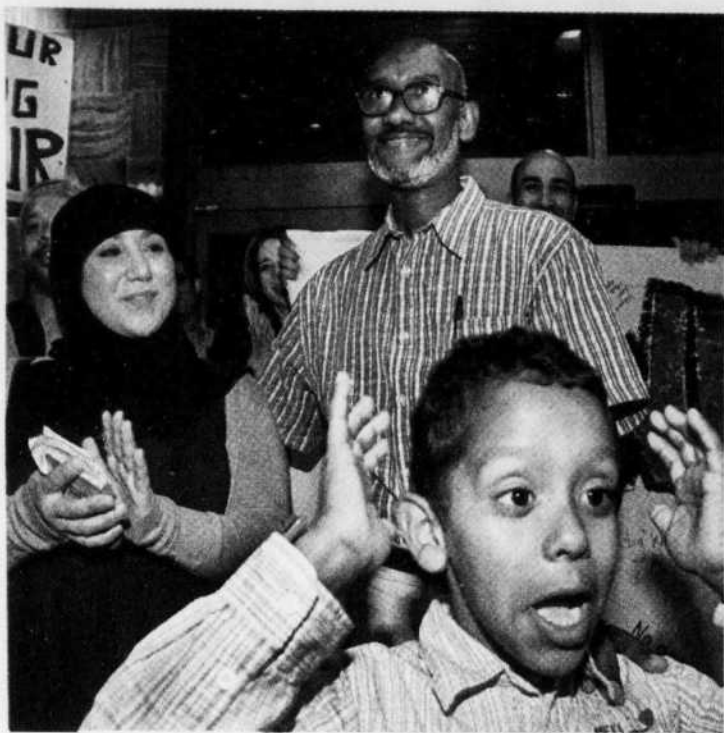
MARCO  
BÉLAIR-CIRINO

À la lumière des notes de service du ministère des Affaires étrangères qu'il a obtenues en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, Abousfian Abdelrazik a demandé à nouveau, hier, de rencontrer le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, et son homologue de la Sécurité publique, Peter Van Loan.

«Lorsque j'ai vu ces documents, j'ai été choqué de constater que les représentants du gouvernement canadien avaient reçu un avertissement aussi clair et qu'ils n'ont rien fait pour me ramener à la maison. À quoi pensaient-ils?» s'interroge M. Abdelrazik.

Le gouvernement de Stephen Harper a été averti que les services d'intelligence militaire soudanais étaient prêts à faire «disparaître» Abousfian Abdelrazik en 2006, et ce, à moins que le Canada ne l'autorise à rentrer, a appris le *Globe and Mail*.

«Il y a clairement un très fort désir de la part du gouvernement soudanais de régler le cas de M. Abdelrazik une fois pour toutes», ont écrit des représentants de l'ambassade canadienne à Khartoum à de hauts fonc-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Abousfian Abdelrazik avec sa femme et son fils, le jour de son retour au Canada.

tionnaires du ministère des Affaires étrangères, le 21 mars 2006. «Nous jugeons crédible la référence verbale [des Soudanais] à une «solution définitive» à ce dossier», ont-ils ajouté dans leur missive.

Une note de service datant du 17 avril 2006 laisse entendre au ministère des Affaires étrangères que des diplomates canadiens seront «bientôt» invités à rencontrer des représentants du gouvernement soudanais afin de s'entendre sur les conditions de libération et de retour au Canada d'Abousfian Abdelrazik. «Des réponses vagues ne seront pas tolérées», ont indiqué les représentants canadiens à Khartoum.

N'ayant pas le feu vert d'Ottawa

pour avertir les autorités soudanaises qu'elles seraient tenues responsables si un malheur devait arriver à l'un de leurs ressortissants, les diplomates canadiens à Khartoum sont plutôt sommés, le 21 avril 2006, de rester évasifs. Ils doivent s'en tenir aux lignes rédigées par Ottawa. «Nous continuons d'insister [pour obtenir] un accès consulaire à notre citoyen [...] malgré le mécontentement prévu des Soudanais», a écrit le directeur du renseignement extérieur au ministère des Affaires étrangères, John Di Gangi.

Les porte-parole du projet Retour au bercail, Brian Aboud et Karen Cocq, sont persuadés

que le gouvernement canadien a fait la sourde oreille alors que l'ambassade à Khartoum prenait au sérieux le risque que courrait M. Abdelrazik d'être éliminé. «Ces documents démontrent que les autorités canadiennes se sont conduites d'une manière qui devrait vivement préoccuper tous les Canadiens», a affirmé Brian Aboud par voie de communiqué, hier.

Un point de vue que réfute le ministère des Affaires étrangères. «Les faits de ce cas ne soutiennent pas une telle inférence. Celle-ci est en fait irraisonnable. [On suggère] qu'une offre avait été faite, mais ce n'est pas le cas. [...] M. Abdelrazik a été mis en liberté au Soudan en juillet 2006, même s'il ne pouvait pas retourner au Canada à ce moment-là», a déclaré la porte-parole du ministère, Emma Welford.

Abousfian Abdelrazik a été arrêté en 2003 lors d'un séjour dans son pays d'origine, le Soudan. Soupçonné d'appartenir au réseau al-Qaïda, il a été interrogé, incarcéré puis torturé par des agents soudanais.

L'exil forcé du Montréalais d'origine soudanaise âgé aujourd'hui de 47 ans aura duré six ans, dont 13 mois terrés à l'ambassade du Canada à Khartoum. Après avoir été libéré par ses geôliers, il ne pouvait rentrer au Canada sans l'assistance du ministère des Affaires étrangères puisque son nom était inscrit sur la liste des personnes interdites de vol du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le juge de la Cour fédérale Russel Zinn a ordonné son rapatriement au Canada le 4 juin dernier.

Le Devoir

Statistique Canada  
La criminalité diminue au Canada

Le nombre d'homicides est toutefois en hausse

BRIAN MYLES

La criminalité a poursuivi sa chute au Canada en 2008, pour atteindre son plus bas seuil en 30 ans.

Le plus récent bilan de Statistique Canada, publié hier, confirme une diminution généralisée de 5 % du volume de crimes et une baisse de 5 % de leur gravité.

Le taux de criminalité se situe à 6588 affaires par 100 000 habitants, avec d'importantes variations entre les régions. Le crime est un problème beaucoup plus aigu pour les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Yukon et pour trois provinces de l'ouest (Saskatchewan, Manitoba et Colombie-Britannique). À l'inverse, les provinces maritimes, le Québec et l'Ontario affichent des taux inférieurs à la moyenne.

Désormais, le taux de criminalité doit être lu en parallèle avec le nouvel indice de gravité des crimes déclarés par la police (IGCDP), utilisé depuis le printemps dernier par le Centre canadien de la statistique juridique. Alors que le taux de criminalité porte sur l'ensemble des infractions sans distinction, l'IGCDP attribue à chaque type d'infraction un poids déterminé en fonction des peines imposées par les tribunaux. Les crimes les plus graves ont donc un poids plus élevé, et vice-versa. Pour 2008, l'IGCDP est donc de 90, une performance due principalement au recul des introductions par effraction dans l'ensemble du pays.

Le volume et la gravité des crimes violents, qui représentent une affaire sur cinq au Canada, ont connu de modestes reculs. Pour la troisième fois en cinq ans, par contre, le taux d'homicides a augmenté (2 %). La police a recensé 611 victimes d'homicide (17 de plus qu'en 2007), l'excédent de victimes provenant essentiellement de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

Le taux national est de 1,8 homicide par 100 000 habitants, comparativement à 1,2 au Québec. Fait à souligner, la région métropolitaine de Montréal, avec ses 3,8 millions d'habitants, a déclaré un taux d'homicides de 1,3 par 100 000 habitants. C'est la meilleure performance de la métropole depuis 1981, année où Statistique Canada a commencé à compiler ces données.

Par ailleurs, Statistique Canada a diffusé hier les plus récentes données sur l'incarcération des autochtones. Bien qu'ils forment 3 % de la population canadienne, les Premières Nations représentaient 22 % de tous les détenus en 2007-08. Une analyse plus poussée des données en Saskatchewan et en Alberta démontre que les jeunes adultes sans diplôme d'études secondaires et sans emploi ont plus de risques de séjourner en prison. Le revenu, le logement et les besoins de réadaptation pourraient aussi jouer un rôle dans cette surreprésentation des autochtones en milieu carcéral.

Le Devoir

DÉJEUNEZ À PARIS  
ET DÎNEZ À TOKYO.

STAR ALLIANCE

AÉROPLAN

Accumulez des milles Aéroplan<sup>MD</sup> pour chaque vol, avec le meilleur programme pour grands voyageurs au Canada.

AUCUNS FRAIS DE RÉSERVATION

Effectuez votre réservation par téléphone ou en ligne. Nos agents seront heureux de vous aider, et ce, sans frais supplémentaires.

RÉSEAU

Notre réseau nord-américain et mondial vous donne accès à plus de vols quotidiens que n'importe quelle autre compagnie aérienne au Canada.

DIVERTISSEMENT

Émissions de télévision, musique et films gratuits sur demande à chaque siège.

Des tarifs qui donnent le goût de voyager.

DESTINATIONS INTERNATIONALES : LES TARIFS SONT BASÉS SUR UN ALLER SIMPLE ET SONT ASSUJETTIS À L'ACHAT D'UN BILLET ALLER-RETOUR AU DÉPART DE MONTRÉAL. DERNIÈRES DATES DE DÉPART TEL QU'INDIQUÉ CI-DESSOUS. LES TARIFS INDIQUÉS N'INCLUENT PAS LE SUPPLÉMENT DES FRAIS DE CARBURANT, QUI PEUT ALLER JUSQU'À 165 \$ PAR ALLER SIMPLE.

LONDRES  
25 SEPT. - 12 DÉC. 2009

224 \$

SÃO PAULO  
22 JUILL. - 11 DÉC. 2009

252 \$

PARIS  
13 OCT. - 10 DÉC. 2009  
5 JANV. - 28 FÉVR. 2010

284 \$

FRANCFORT<sup>2</sup>  
MUNICH<sup>1</sup>  
13 OCT. - 10 DÉC. 2009  
5 JANV. - 14 MAI 2010

309 \$

ROME  
17 OCT. - 10 DÉC. 2009

309 \$

GENÈVE<sup>1</sup>  
ZURICH<sup>1</sup>  
9 OCT. - 7 DÉC. 2009  
8 JANV. - 31 MAI 2010

314 \$

SÉOUL  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

314 \$

TOKYO  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

314 \$

SANTIAGO  
18 AOÛT - 29 NOV. 2009

350 \$

BEIJING  
SHANGHAI  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

353 \$

HONG KONG  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

400 \$

SYDNEY, AUSTRALIE  
22 SEPT. - 8 DÉC. 2009

759 \$

DESTINATIONS SOLEIL : LES TARIFS SONT BASÉS SUR UN ALLER SIMPLE AU DÉPART DE MONTRÉAL. LES VOYAGES DOIVENT ÊTRE EFFECTUÉS DURANT LES PÉRIODES INDIQUÉES CI-DESSOUS. LES TARIFS INDIQUÉS N'INCLUENT PAS LE SUPPLÉMENT DES FRAIS DE CARBURANT, QUI PEUT ALLER JUSQU'À 65 \$ PAR ALLER SIMPLE.

NASSAU  
22 JUILL. - 16 DÉC. 2009

145 \$

MONTEGO BAY  
22 JUILL. - 16 DÉC. 2009

169 \$

PORT-AU-PRINCE  
22 JUILL. - 10 DÉC. 2009

199 \$

BARBADE  
2 NOV. - 16 DÉC. 2009

215 \$

BERMUDES  
22 JUILL. - 10 DÉC. 2009

242 \$

KINGSTON  
22 JUILL. - 10 DÉC. 2009

324 \$

Voilà un aperçu de nos tarifs exceptionnels. Pour effectuer une réservation sans frais, rendez-vous sur [aircanada.com](http://aircanada.com) ou appelez-nous au 1 888 247-2262. Ou encore, appelez votre agent de voyages.

L'offre prend fin le 30 juillet 2009.

aeroplan Le plaisir en primes  
DEPUIS 25 ANS

[aircanada.com](http://aircanada.com)

## ACTUALITÉS

PC et PLC:  
même combatMANON  
CORNELLIER

Quand ils étaient dans l'opposition, les conservateurs rêvaient d'un directeur parlementaire du budget indépendant qui donnerait l'heure juste sur les finances publiques. Les libéraux, eux, ne voulaient rien savoir de la création d'un nouveau poste de chien de garde. Depuis que les rôles ont été inversés au Parlement, les positions ont évolué, mais pour se rapprocher.

Dès son élection, le gouvernement Harper a créé ce poste, mais la réalité du pouvoir aidant, il s'est assuré de limiter la marge de manœuvre du fonctionnaire. Ce dernier n'aurait pas l'indépendance de la vérificatrice générale, et relèverait de la bibliothèque du Parlement. Ce subterfuge, passé à peu près inaperçu à l'époque, fait en sorte que le directeur ne peut pas diffuser ses rapports sans l'autorisation de son patron ou des députés qui les lui ont demandés. Il a même dû se battre pour avoir un site Web indépendant. Imaginez si Sheila Fraser était soumise à ce régime...

Aujourd'hui dans l'opposition, les libéraux sont bien contents d'avoir un nouvel outil pour talonner les conservateurs et ils ne s'en privent pas, surtout que tous les rapports publiés par le directeur Kevin Page ont pris les conservateurs en défaut. Malgré cela, les libéraux n'ont jamais exigé plus d'indépendance pour le directeur parlementaire du budget. Après tout, ce sont eux qui en souffriraient, dans l'éventualité où ils seraient réélus.

Les deux partis se sont donc ligüés pour bloquer une tentative de M. Page pour obtenir le budget promis et l'indépendance qu'on lui faisait miroiter il y a deux ans. L'affaire traîne depuis des mois. Un comité mixte de la Chambre et du Sénat s'est penché sur la question et a conclu en juin qu'on devait accorder au directeur la hausse de budget promise, mais à la condition que ce dernier demeure sous la coupe de la bibliothèque du Parlement et qu'il ne publie pas ses rapports de sa propre initiative. Et surtout, qu'il ne fasse pas durant une élection, comme ce fut le cas l'an dernier avec son rapport sur les coûts de la mission en Afghanistan.

L'avis du comité était unanime parce que le Bloc québécois et le NPD ont cédé ou, selon leur expression, ont fait un compromis. Les deux partis voulaient et veulent toujours que le directeur du budget soit indépendant et qu'il ait des ressources financières nécessaires à son travail. Comme ils ne pouvaient obtenir ni l'un ni l'autre, ils ont jugé plus urgent d'obtenir les fonds demandés par M. Page, quitte à réévaluer la question de l'indépendance plus tard. Le Bloc a suggéré ce marché et il fut accepté puisque pour les libéraux et les conservateurs, l'essentiel était sauf. Qu'un parti ou l'autre forme le gouvernement après les prochaines élections, il sera en partie prévenu contre les dards de M. Page.

L'attitude de ces deux partis inquiète. Au point où, la semaine dernière, 134 économistes de partout au pays ont signé une lettre ouverte défendant le Bureau du directeur parlementaire du budget (BDPB). C'est le professeur de l'Université de Colombie-Britannique, Kevin Milligan, qui en a pris l'initiative, en plus de lancer un carnet Internet en appui au BDPB.

Selon les auteurs, le BDPB «fait maintenant l'objet d'une attaque bipartite, ayant pour but de limiter sa capacité à communiquer avec les Canadiens et à fonctionner efficacement». Les économistes soulignent sa capacité à produire des projections financières fiables sans se soucier de considérations politiques, et le fait que sa crédibilité soit déjà bien établie. «Sans le BDPB, des informations importantes et indispensables sur la situation financière du Canada seraient perdues.» De plus, son travail «contribue à élever le débat démocratique au Canada». Pour ce groupe, le directeur doit avoir un budget suffisant, il doit être un fonctionnaire véritablement indépendant du Parlement et doit pouvoir publier toutes ses analyses.

Cette indépendance est importante pour une autre raison: le respect qu'elle impose aux politiciens. Jamais le premier ministre Harper, par exemple, ne se serait permis de qualifier les conclusions de Sheila Fraser de «stupides» comme il l'a fait récemment avec celles de M. Page. Dans son dernier rapport, ce dernier affirmait que le gouvernement ne pourrait retrouver l'équilibre budgétaire d'ici 2013-14, comme promis, sans hausser les taxes et réduire les dépenses.

Ses conclusions allaient dans le même sens que celles de la Banque TD et de l'économiste Dale Orr, qui a pris la défense de M. Page la semaine dernière. Ou encore de la Banque du Canada, qui a revu ses prévisions économiques à la hausse hier. Elle prévoit maintenant une contraction de 2,3 % de l'économie cette année, comparativement à 2,4 % pour M. Page, et une croissance de 2,5 % en 2010 et de 3,5 % en 2011. Kevin Page parle lui de 2,2 % et de 3,5 % pour les mêmes années.

Le problème de M. Page est de vouloir exposer la vérité toute crue, ce qui prive les politiciens de faux-fuyants et les force à débattre des vrais enjeux. Et en période de crise économique, cela mène inévitablement à des questions difficiles. Faut-il rétablir l'équilibre des finances publiques? Si oui, comment, et quand y parvenir? Le directeur du budget est en quelque sorte une assurance anti-autruche. Mais sans indépendance, il peut être réduit au silence par un gouvernement majoritaire. C'est ce que veulent prévenir ces économistes.

«La *Listeria* a déjoué les efforts déployés par tous ceux chargés de prévenir l'introduction de la bactérie dans l'approvisionnement alimentaire»

— Sheila Weatherill



BLAIR GABLE REUTERS

Pas de coupable,  
selon l'enquêteuse

L'opposition rejette le rapport dès son dépôt

Un an après l'écllosion de listériose qui a semé la panique dans la chaîne alimentaire canadienne l'été dernier, l'enquêteuse du gouvernement fédéral a dévoilé hier les conclusions de son enquête. Dans un document de 200 pages, dont la crédibilité a été fortement remise en question par les partis d'opposition, Sheila Weatherill souligne plusieurs lacunes du système d'inspection des aliments sans toutefois désigner de coupables.

FABIEN DEGLISE

Politiques périmées, cadre d'inspection «stressé», problèmes de communication, mauvaises décisions et salubrité alimentaire prise à la légère sont en partie responsables de la crise de la listériose qui a frappé le Canada de plein fouet l'an dernier. C'est du moins ce qu'estime l'enquêteuse indépendante Sheila Weatherill dans son rapport d'enquête dévoilé hier. Un rapport sur lequel les partis d'opposition ont tiré à boulet rouge, en qualifiant le document «d'édulcoré» qui manque de transparence, à l'image du gouvernement qui l'a commandé, selon eux.

«Nous ne doutons pas de sa compétence, mais Mme Weatherill a été forcée par le gouvernement de diluer autant que faire se peut les conclusions de son enquête, a indiqué au *Devoir* Thomas Mulcair, chef adjoint du Nouveau Parti démocratique (NPD). La crise a été importante et on veut savoir qui en est responsable. À la place, le rapport n'établit pas de fautes, n'émet pas de blâmes et joue le jeu des conservateurs qui cherchent à démontrer que tout ça est le fruit du hasard.»

Au terme de six mois d'enquête et d'une centaine d'entrevues avec les acteurs et les victimes de la crise, Mme Weatherill ne jette la pierre à personne et estime plutôt que l'écllosion mortelle de listériose, l'été dernier, a été induite «par plusieurs facteurs [...]». Ce n'est pas un seul événement qui a causé cela», a-t-elle indiqué lors d'un point de

presse tenu à Ottawa. Selon elle, le secteur privé et les instances gouvernementales doivent partager la responsabilité des 22 morts liées à cette écllosion.

Au total, 57 personnes ont été contaminées par la bactérie *Listeria monocytogenes* trouvée en juillet 2008 dans une usine du géant canadien de l'agroalimentaire Maple Leaf à Toronto. La découverte a entraîné à l'époque le rappel de 191 produits de viande fabriqués dans ces installations et distribués partout au pays, y compris au Québec.

Pour l'enquêteuse, nommée en janvier par l'administration Harper pour faire la lumière sur la crise, «la *Listeria* a déjoué les efforts déployés par tous ceux chargés de prévenir l'introduction de la bactérie dans l'approvisionnement alimentaire», écrit-elle, tout en ciblant quelques lacunes dans les systèmes de prévention: les «manuels et politiques périmés ont contribué à diminuer l'efficacité des mesures de surveillance du gouvernement», alors que «durant la période qui a précédé l'écllosion, le nombre, la capacité et la formation des inspecteurs [de Maple Leaf] semblent avoir été affaiblis en raison des responsabilités que ceux-ci assumaient dans d'autres usines», écrit-elle.

Ces constats d'échec s'accompagnent de 57 recommandations qui visent tous les acteurs impliqués dans la crise. Mme Weatherill suggère par exemple à l'avenir d'augmenter le nombre d'inspections ponctuelles dans les usines de transformation de la viande,

mais aussi de revoir les programmes de surveillance de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) qui devrait également, selon elle, «mettre à jour» ses «règlements et directives actuels sur la salubrité des aliments».

Sur une autre note, l'enquêteuse du gouvernement recommande aux industriels de fabriquer des équipements de transformation de la viande plus faciles à nettoyer en éliminant «le plus possible les zones susceptibles d'abriter les pathogènes». Elle invite aussi Ottawa à revoir ses outils de communication avec le public en cas de crise.

Par voie de communiqué, le Bloc québécois s'est dit peu impressionné par les résultats de cette enquête, qui confirment l'étroite marge de manœuvre accordée à Mme Weatherill par Stephen Harper. «À la lecture de ce rapport, il est impératif de déclencher une enquête publique», afin d'avoir un portrait exhaustif et transparent de la situation», a indiqué André Bellavance, porte-parole en matière d'agriculture et d'agroalimentaire.

Même son de cloche du côté des libéraux, qui perçoivent ce rapport comme entaché par «l'incompétence et la partisanerie» du gouvernement Harper, que le Parti libéral accuse d'ingérence dans cette enquête. «Les conservateurs ont décidé de faire passer la politique avant la population», a indiqué Wayne Easter, porte-parole libéral en matière d'agriculture.

Pour sa part, la direction de Maple Leaf a reçu avec philosophie les conclusions de l'enquête. «Le rapport est sévère, mais il devait l'être, a indiqué le grand patron de l'entreprise, Michael McCain. Nous pensions avoir un bon programme de salubrité des aliments en août dernier, mais nos efforts ont échoué. Depuis, nous avons modifié tous les aspects de notre programme», a-t-il toutefois assuré.

Le Devoir

Une ménopause  
prématurée  
prédisposerait  
au cancer  
du poumon

PAULINE GRAVEL

Les femmes ayant subi une ménopause prématurée en raison de l'ablation de leurs ovaires seraient plus à risque de souffrir d'un cancer du poumon que celles dont la ménopause est survenue naturellement. Les chercheurs de Montréal qui ont observé cette association restent toutefois prudents et insistent sur l'importance de poursuivre les recherches pour élucider l'origine de cette association.

Dans l'article qu'ils publient dans l'*International Journal of Cancer*, les trois épidémiologistes de l'Université de Montréal, du Centre de recherche du CHUM et de l'INRS-Institut Armand-Frappier ne manquent pas de souligner que le tabagisme demeure bien sûr le principal facteur de risque du cancer du poumon puisque entre 80 et 90 % des cas en Amérique du Nord en découlent. «Toutefois, seulement 15 % des fumeurs développeront un jour un cancer du poumon, ce qui suggère que d'autres facteurs puissent influencer l'augmentation du risque associé aux substances carcinogènes du tabac. De plus, le cancer du poumon sévit parmi les personnes n'ayant jamais fumé durant leur vie, [et parmi celles-ci, ce sont surtout des femmes qui en sont victimes]. La proportion de tous les cancers du poumon qui surviennent parmi les non-fumeurs approche les 15 à 25 % parmi les femmes, contre 10 % parmi les hommes», écrivent-ils.

La présence dans le tissu pulmonaire de récepteurs propres aux œstrogènes, ces hormones féminines sécrétées par les ovaires, suggère le rôle possible de facteurs hormonaux dans le développement du cancer du poumon chez les femmes, souligne également en entrevue l'auteure principale, Anita Koushik, du département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal.

Lorsqu'ils ont comparé 422 femmes âgées en moyenne de 61 ans qui étaient atteintes d'un cancer du poumon à 577 sujets témoins du même âge, les trois chercheurs ont remarqué tout à fait fortuitement que les femmes ayant subi une ménopause prématurée en raison d'une ovariectomie bilatérale couraient un risque deux fois plus élevé de souffrir d'un cancer du poumon que celles dont la ménopause était apparue naturellement.

Explication

Si cette association — qui reste à être confirmée par d'autres chercheurs — s'avère réelle, elle pourrait s'expliquer par le fait qu'une ménopause provoquée à la suite d'une chirurgie survient généralement à un plus jeune âge (en moyenne vers 43 ans) qu'une ménopause survenant naturellement (en moyenne à 50 ans), avance Mme Koushik. «Cette association pourrait refléter la conséquence d'une réduction des taux d'œstrogène à un plus jeune âge que normalement. Elle pourrait aussi découler d'une diminution subite des niveaux d'œstrogène lors d'une ovariectomie bilatérale alors que ceux-ci diminuent plus graduellement lors d'une ménopause naturelle. Aussi, comme la plupart des femmes ayant subi une ovariectomie se voient prescrire une hormonothérapie de remplacement, cette dernière pourrait également être à l'origine de l'augmentation du risque. Mais ces différentes explications ne sont que pour l'instant que des hypothèses qui demandent à être étudiées dans de prochaines recherches.»

Bon point: les résultats obtenus sur ces 999 femmes recrutées dans 18 hôpitaux de la région de Montréal concordent avec ceux publiés en mai dernier dans le journal *Obstetrics & Gynecology* par une équipe de chercheurs du John Wayne Cancer Institute à Saint John's Health Center à Santa Monica en Californie. Ces derniers font eux aussi état d'une association entre l'ovariectomie bilatérale et une augmentation du risque de cancer du poumon.

Le Devoir

EN BREF

## C'est bien «Tori»!

Woodstock, Ontario — La police a confirmé, hier, que les restes humains trouvés dimanche au nord-ouest de Guelph, en Ontario, sont bel et bien ceux de Victoria «Tori» Stafford, une

fillette âgée de 8 ans qui a été portée disparue il y a presque trois mois et demi, à Woodstock. Les autorités ont affirmé qu'elles avaient dû avoir recours à des fiches dentaires afin de pouvoir confirmer l'identité du corps retrouvé. — *La Presse canadienne*

**Vous avez des droits  
nous pouvons vous aider**

**Yves Ménard**  
A V O C A T

Vieux-Montréal

514.861.0469

## Achetez tableaux canadiens

Edmund Alleyn, Paul-Émile Borduas, Emily Carr, A.J. Casson, Nora Collyer, Ulysse Comtois, Jean Dallaire, Paterson Ewen, Henriette Fautoux-Massé, Marcelle Ferron, Charles Gagnon, Yves Gaucher, Pierre Gauvreau, Lise Gervais, Lawren Harris, Prudence Heward, Randolph Hewton, Edwin Holgate, E.J. Hughes, Jacques Hurtubise, A.Y. Jackson, Jauran, William Kurelek, Fernand Lécluc, Jean Lefebvre, J-P Lemieux, Serge Lemoine, Rita Letendre, Arthur Lismer, John Lyman, Henrietta Mabel May, Marcelle Maltais, Ray Mead, Jean McEwen, David Milne, Guido Molinari, Jean-Paul Mousseau, Alfred Pellán, Robert Pilot, Jean-Paul Riopelle, Sarah Robertson, Albert H. Robinson, Anne Savage, Ethel Seath, Marian Scott, Claude Tousignant.

Achat à Montréal et Québec en juillet et en août  
Appelez MAINTENANT pour un rendez-vous

Lynda Marie Shearer, Canadian Art Group Cellulaire : 1.416.774.8575  
55 Avenue Rd. #2975 www.canadianartgroup.com  
Toronto M5R 3L2 canadianart@bellnet.ca

## ACTUALITÉS

## Du pain et des jeux

Quelque 700 jeunes Montréalais ont un lunch pour dîner au camp de jour grâce au programme Alimenter le futur

Quelque 700 enfants âgés de 4 à 12 ans provenant de milieux défavorisés reçoivent quotidiennement un lunch gratuit, et ce, tout au long de l'été grâce au programme Alimenter le futur.

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Ce sont environ 30 000 lunches qui seront distribués à des enfants issus de quartiers défavorisés de la métropole par le chef de file mondial en restauration et services alimentaires Sodexo et Moisson Montréal d'ici le 21 août prochain, soit 10 000 lunches de plus que l'année dernière.

Sodexo et ses partenaires ont décidé d'accroître leur production quotidienne de lunches pour cette 9<sup>e</sup> édition afin que 100 jeunes de plus soient soutenus cette année. «La demande est encore plus forte que cela. Ce sont les budgets qui ne nous permettent pas d'ajouter des groupes», indique Zakary O. Rhissa, de Moisson Montréal.

Lancé en 2000, le programme Alimenter le futur offre des repas gratuits pendant la période estivale à des centaines de jeunes âgés entre 4 et 12 ans qui bénéficient pour la plupart de repas subventionnés au cours de l'année scolaire.

En plus de fournir gratuitement une partie des denrées destinées à la fabrication des lunches, Moisson Montréal — la plus grande banque alimentaire à travers le Canada — sélectionne les camps de jour qui bénéficieront du programme et assure la coordination entre eux et Sodexo.

Old Brewery Mission assure la distribution des lunches. Le Collège Jean-de-Brébeuf prête sa cuisine tout l'été.

«Quand on a commencé, on offrait 10 000 lunches. Là, on est rendus à 30 000 lunches durant l'été. Le programme est en pleine croissance. Cette situation est notamment attribuable au contexte économique actuel», indique la directrice du marketing et développement de Sodexo Québec, Denise Bernachez.

Considérant que 15 000 jeunes sont inscrits au Club des petits déjeuners au Québec, de septembre à juin, et que «nous, on soutient 36 000 enfants chaque mois. C'est le potentiel d'enfants qui auraient besoin d'aide durant l'été. Alors, c'est sûr que 700 enfants c'est extraordinaire, mais c'est nettement insuffisant. On sait très bien que des enfants qui vont dans les camps de jour et n'ont pas les lunches qu'il faudrait, faute de sous pour se les



Pas moins de 30 000 repas seront servis tout au long de l'été dans les camps de jour que fréquentent les enfants démunis.

procurer. Il y a de la place pour aider davantage», ajoute la directrice générale de Moisson Montréal, Johanne Thérault.

La nutritionniste Isabelle Huot a participé de plain-pied à la création des différents menus midi des enfants et à l'articulation d'ateliers de nutrition qui leur sont aussi offerts. Ces ateliers leur permettent d'acquiescer les bases d'une saine alimentation, souligne-t-elle. «Sept, neuf ans, c'est l'âge idéal pour acquiescer de nouvelles habitudes et les maintenir à long terme. On essaie aussi que les enfants soient des agents de changement à domicile», explique la porte-parole de la 9<sup>e</sup> édition du programme Alimenter le futur et docteur en nutrition. La moitié des enfants

ne mangent pas suffisamment de fruits et légumes, et de produits laitiers, selon ce que recommande le Guide alimentaire canadien. «C'est un gros problème», martèle-t-elle sur toutes les tribunes. Isabelle Huot se dit convaincue que le programme Alimenter le futur aura un impact certain sur les habitudes alimentaires des jeunes qui sont soutenus.

Des milliers de repas ont été distribués à 350 000 enfants partout au Canada l'année dernière. Hormis Montréal, le programme Alimenter le futur fait le bonheur d'enfants issus de milieux défavorisés de sept autres villes canadiennes.

Le Devoir

## La Terre sera peuplée de plus de vieillards que de bambins d'ici 10 ans

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Le vieillissement de la population est une réalité désormais inévitable dans les pays riches, mais la tendance se propage aux pays en développement. Le monde comptera deux fois plus d'individus âgés de plus de 65 ans d'ici à 2040. Elles passeront de 506 millions en 2008 à 1,3 milliard, selon une étude américaine publiée lundi.

L'Amérique latine, par exemple, devra composer avec 15 % de 65 et plus en 2040, elle qui en recense seulement 6,5 % aujourd'hui. Le même scénario devrait se réaliser en Asie. La Chine, avec ses 106 millions d'ainés dénombrés l'an dernier, compte le plus grand nombre absolu de personnes âgées de la planète. Une tendance qui s'accélérera: cette tranche de la population y doublera. À Singapour, elle triplera: la prévision la plus intense.

D'ici dix ans, le monde portera donc davantage d'ainés que de gamins de moins de 5 ans, «une première dans l'histoire de l'humanité», soulignent les auteurs de l'étude, Kevin Kinsella et Wan He. «La population mondiale connaît un vieillissement sans précédent.»

Rien pour surprendre Dominique André, démographe à l'Institut de la statistique du Québec. «Sans être le pays le plus vieux, ces prévisions-là, nous les devançons», explique-t-il. Le Québec recense déjà deux fois plus d'ainés que de bambins. En 2040, selon les plus récentes prévisions, la province comptera près de 2,4 millions de 65 ans et plus, soit 4,5 fois plus que d'enfants. Et ce, malgré le taux de fécondité en hausse des Québécoises. «Le vieillissement sera de plus en plus présent malgré les naissances accrues. Il va falloir s'y adapter, car il n'est pas prêt de reculer de façon marquée», avertit Dominique André.

Le Devoir

## MESSAGE IMPORTANT

### À TOUS NOS CLIENTS INSCRITS AU MODE DE VERSEMENTS ÉGAUX

Chaque année, Hydro-Québec révisé la mensualité de ses 1,3 million de clients inscrits au Mode de versements égaux afin de leur facturer l'écart entre la consommation estimée à la révision de l'année précédente et leur consommation réelle. Cette année, dans la plupart des cas (soit pour 80 % de ces clients), la nouvelle mensualité sera du même ordre que l'an dernier. Près de 10 % des clients verront même leur mensualité baisser.

Cependant, en 2008, l'estimation de la consommation d'environ 10 % des clients inscrits au Mode de versements égaux s'est avérée trop basse. Ces 120 000 clients devront acquiescer une mensualité plus élevée pour régler l'écart entre le coût de l'électricité consommée et les paiements effectués.

### DES SOLUTIONS SUR MESURE POUR NOS CLIENTS

Les clients touchés par une révision importante de leur mensualité recevront avec leur prochaine facture une lettre leur indiquant un numéro de téléphone spécial qu'ils pourront composer pour qu'un représentant réponde à leurs questions.

Afin de diminuer l'impact de la révision, nous avons étalé sur 12 mois — et non sur 6 mois comme c'est le cas normalement — la différence entre le coût de la consommation réelle des douze derniers mois et le total des versements égaux effectués durant cette période. Cette différence est indiquée sous la rubrique «solde» de la facture de nos clients.

Nous assurons nos clients que nous leur proposerons des solutions flexibles leur permettant d'atténuer l'effet de cet ajustement sur leur planification budgétaire. Hydro-Québec n'appliquera aucuns frais d'administration dans le cadre des ententes conclues avec ces clients.

**Nous regrettons les inconvénients occasionnés par cette situation et nous mettons tout en œuvre pour trouver des solutions adaptées à celle-ci.**

Merci de votre compréhension et de votre collaboration.

**Hydro Québec**

## LE MONDE

## Guantánamo, un casse-tête pour Obama

LUCILE MALANDAIN

Washington — L'administration Obama n'est pas au bout de ses peines pour fermer comme promis la prison de Guantánamo dans six mois, confrontée à des obstacles plus complexes que prévu et soucieuse de faire les bons choix en matière de politique anti-terroriste.

A mi-parcours depuis la signature le 22 janvier du décret ordonnant la fermeture un an plus tard du camp, seuls onze détenus ont été libérés et un autre déferé devant un tribunal de droit commun. La plupart des prisonniers de Guantánamo sont enfermés depuis plus de sept ans sans inculpation ni procès.

Signe de la complexité du dossier, de hauts responsables de l'administration ont annoncé lundi aux journalistes qu'un rapport, attendu hier, serait finalement remis avec six mois de retard. Ce rapport devait définir le régime de détention des prisonniers de Guantánamo qui ne seront pas libérés.

Créée en 2002 par George W. Bush, la prison de Guantánamo s'avère un rocher de Sisyphe pour Barack Obama alors que le Congrès — à majorité démocrate — a interdit en juin le transfèrement du moindre détenu dans une prison américaine tant que le président n'aura pas présenté un plan circonstancié sur leur sort.

«Ce sont des décisions difficiles, compliquées et lourdes de conséquences», a commenté un des hauts responsables anonymes.

«Nous continuons notre travail afin d'élaborer un plan complet, de traiter chaque problème un par un, de présenter nos décisions au Congrès et d'obtenir son aval», a assuré un autre, évoquant «un travail minutieux» et la nécessité de le «faire correctement».

## Réexamen des dossiers

Tout en reconnaissant que la représentation nationale avait temporairement freiné le processus, l'administration affirme que l'objectif reste de fermer le 22 janvier la prison qui abrite aujourd'hui 229 hommes.

Pour cela, un groupe de travail réexamine un par un les dossiers de chacun des détenus, afin de déterminer lesquels sont libérables ou susceptibles d'être inculpés, et, si tel est le cas, devant quel type de tribunal.

Avec plus de la moitié des dossiers bouclés à six mois de la date butoir, cette commission a déjà autorisé le transfèrement de «plus de 50 détenus» et renvoyé les dossiers d'«un nombre significatif» d'autres devant les procureurs pour inculpation.

Mais «cette tâche immense nous prend du temps» parce que les informations (sur les détenus) recueillies depuis près de huit ans par le FBI ou les différents services de renseignements «étaient disséminées un peu partout», a expliqué un haut responsable.

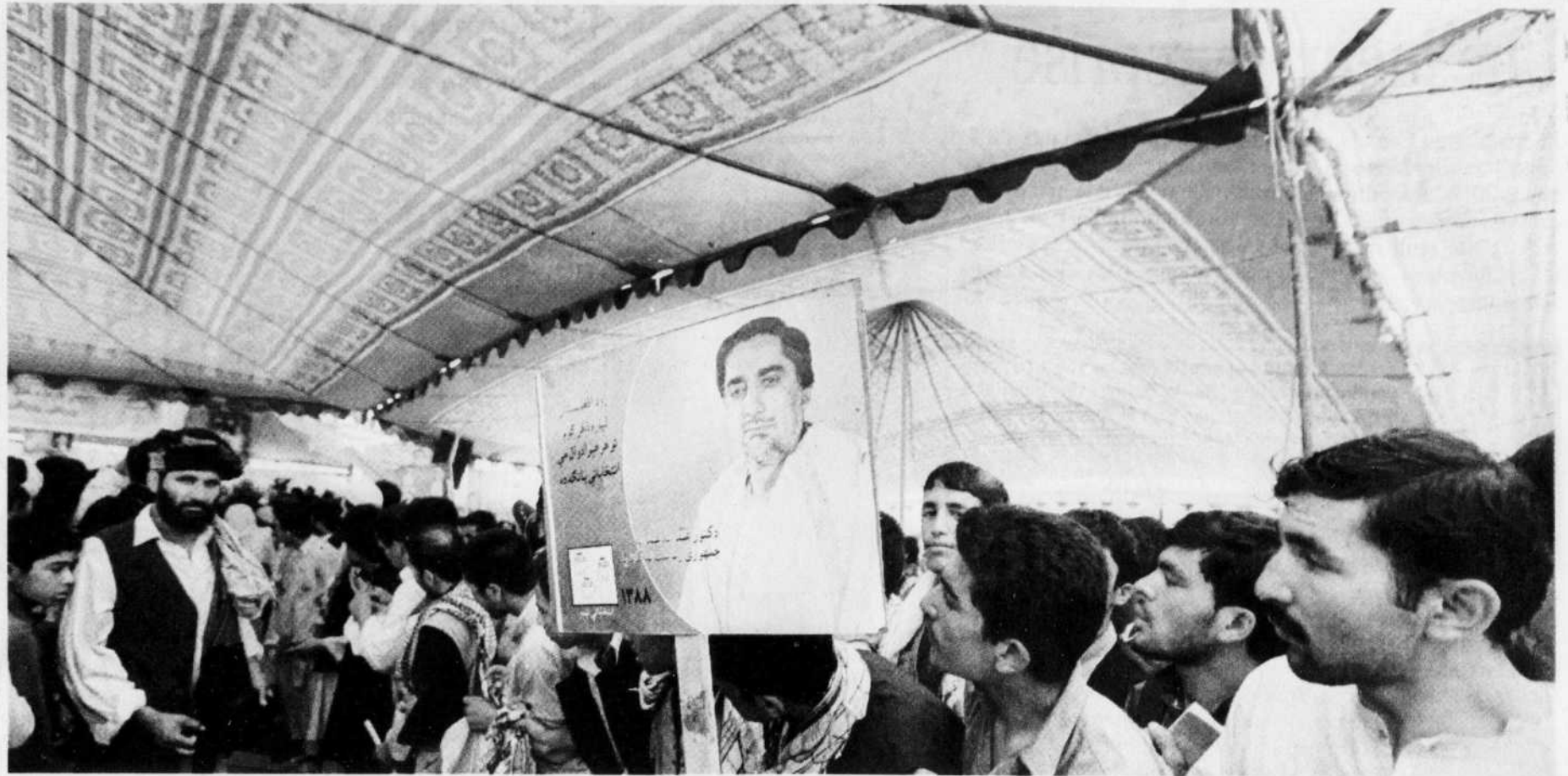
Elle va encore se compliquer lorsque l'administration décidera si elle juge nécessaire de prévoir la détention illimitée de certains détenus jugés dangereux mais contre lesquels l'accusation ne dispose pas d'éléments à charge suffisants.

D'avance très contesté par la gauche et pas encore validé par la Maison-Blanche, selon les responsables américains, ce projet ne se fera pas sans l'accord du Congrès, ont-ils certifié.

Ce qui pourrait encore allonger les délais pour vider la totalité des geôles de Guantánamo.

Au-delà de la question posée par les détenus de Guantánamo, «nous cherchons un système durable et plus efficace» que celui de la politique anti-terroriste de George W. Bush, a affirmé un haut responsable. «Nous essayons de garantir que nous prenons les meilleures décisions» puisqu'elles vont dessiner la nouvelle politique anti-terroriste des États-Unis, a-t-il dit.

Agence France-Presse



Pendant que la violence croît de plusieurs crans en Afghanistan, la campagne présidentielle bat son plein. Sur la photo, des partisans d'Abdullah Abdullah, l'un des adversaires du président sortant, Hamid Karzaï. Au total, 41 candidats se présentent au scrutin du 20 août.

## Violence record à un mois des présidentielles

Les talibans attaquent deux villes clés de l'est de l'Afghanistan

Des kamikazes talibans ont mené hier des assauts suicide coordonnés à Gardez et Jalalabad, deux villes clés de l'est de l'Afghanistan, faisant une dizaine de morts. À Gardez, capitale de la province de Paktia, les talibans ont déclaré avoir lancé 15 kamikazes à l'attaque de bâtiments du gouvernement ou de la sécurité afghans.

Khost, Afghanistan — Deux groupes de talibans ont lancé hier matin des attaques suicide contre des bâtiments officiels et une base militaire dans deux villes de l'est de l'Afghanistan, tuant cinq policiers, dans un contexte de violences record à un mois de l'élection présidentielle.

Les attaquants islamistes, huit au total, ont tous péri, abattus ou s'étant fait exploser, selon les autorités.

À Gardez, capitale de la province de Paktia, six kamikazes

«portant burqas et perruques» et «équipés de ceintures d'explosifs, de kalachnikovs et de lance-grenades» ont tenté de pénétrer dans les locaux de la Direction nationale de la sécurité (DNS, services secrets), selon un communiqué de cette dernière.

À l'entrée du bâtiment, deux kamikazes ont été abattus sur place et un troisième s'est fait exploser, tuant deux agents de renseignement, tandis que les trois attaquants survivants s'enfuyaient, ajoute la DNS.

Deux d'entre eux ont été abattus rapidement par l'armée afghane, et «le dernier attaquant, le sixième, s'est enfui à travers la ville [...] avant de se faire exploser» près d'un commissariat de police, «tuant deux policiers», selon la même source.

## «Étrangers»

Quatre enfants, une femme et un policier ont été blessés, précise la DNS, selon qui certains kamikazes sont des «étrangers», sans plus de précisions.

De précédentes informations faisaient état de trois agents de renseignement et deux policiers tués. Mais le chef de la police provinciale, Azizuddin Wardak, a confirmé le bilan de deux policiers et deux espions tués.

Toujours à Paktia, des hommes armés inconnus ont

kidnappé 13 ouvriers travaillant à la construction d'une route, selon les autorités locales.

Dans la même région, dans la province de Nangarhar, la capitale Jalalabad a été le théâtre d'un échange de coups de feu entre la police et deux kamikazes, abattus alors qu'ils tentaient de pénétrer dans l'aéroport où se trouve une base militaire des forces étrangères et afghanes, a indiqué le porte-parole provincial, Ahmad Zia Abdulzai.

Un médecin de l'hôpital de la ville a indiqué qu'un policier mort y avait été transporté.

Les deux attaques ont été revendiquées auprès de l'AFP par les talibans.

Zabihullah Mujahed, le porte-parole des insurgés islamistes, a notamment affirmé que ses kamikazes avaient «tué plusieurs

soldats afghans et étrangers» à Jalalabad. Les violences des insurgés afghans, dont les talibans chassés du pouvoir fin 2001 par la coalition internationale menée par les États-Unis, atteignent actuellement des records depuis la chute des talibans, à l'approche des élections présidentielle et provinciales prévues le 20 août.

Le président Hamid Karzaï briguera un nouveau mandat lors de ce scrutin pour lequel il est donné favori. Face à la hausse des violences, tendance lourde depuis plus de deux ans, les États-Unis ont initié une nouvelle tactique en Afghanistan pour éviter l'enlisement et l'aggravation du conflit, comme cela avait été le cas en Irak, autre théâtre de guerre américain.

Agence France-Presse

## Malaisie

## Une discrimination positive à bout de souffle

ARNAUD DUBUS

«Especie de fasciste chinois!»  
«Fanatique islamique!»  
«Apostat!»

Les injures fusent autour de la table encombrée de chopes de bière et de cartons à dessins au Rahsia, un bar-restaurant moyen-oriental de Jalan Damai. Nous sommes dans le quartier chic de Kuala Lumpur, la capitale, à deux pas des tours jumelles Petronas, emblème de la modernité malaisienne.

Une douzaine d'écrivains, de peintres et de journalistes s'investissent avec des éclats de rire, tournant en dérision les troubles interethniques qui minent cette fédération de 27 millions d'habitants: 55 % des Malais sont musulmans, 25 % sont des Chinois, 7,5 % des Indiens, presque tous d'origine tamoule, le reste se répartissant entre diverses ethnies.

Ce panel bigarré reflète la force, mais aussi, de plus en plus, la faiblesse de cette nation d'Asie du Sud-Est qui a fêté il y a deux ans le cinquantenaire de son indépendance. Les tensions entre les communautés s'accroissent et les écarts sociaux se creusent au point qu'une majorité de Chinois et d'Indiens ont le sentiment d'être des citoyens de seconde zone.

## Privileges

Une élite très restreinte de Malais, liée au parti au pouvoir UMNO (United Malay National Organisation), s'est enrichie grâce aux contrats publics et aux prébendes au détriment de la majorité des Malais, pauvres. Les Chinois ont leurs propres écoles, séparées de celle des Malais. Les Indiens tendent à être

cantonnés dans des emplois peu qualifiés, comme manœuvres ou chauffeurs de taxi. Ils sont l'objet de nombreuses discriminations. S'y ajoutent de fortes tensions religieuses: la destruction d'un temple hindouiste par l'administration malaise à Kompong Jaya en novembre 2007 a provoqué

## Lentement mais sûrement, les Malais ont la ferme conviction de devenir des dépossédés dans leur propre pays

des manifestations de milliers de Tamouls. Mis au point en 1969, le système de discrimination positive en Malaisie est aujourd'hui à bout de souffle. «C'est le seul Etat au monde où ce système a été instauré pour favoriser la majorité, et non pas pour protéger une minorité, comme en Inde ou aux États-Unis», explique Chandra Muzaffar, politologue et président de l'ONG internationale Just.

Après des émeutes antichinoises, qui avaient fait des centaines de victimes en mai 1969, le gouvernement malaisien avait décidé d'instaurer un système, baptisé la Nouvelle Politique économique (NEP), accordant des privilèges spéciaux aux Malais en ce qui a trait à l'éducation, à l'accès aux crédits bancaires et aux postes dans la fonction publique. L'objectif était de permettre aux Malais de rattraper leur retard économique par rapport aux Chinois.

À l'époque, un jeune politicien malais, Mahathir Mohammed, avait fustigé sa propre communauté dans un livre-choc, *Le Dilemme malais*, publié en 1970: «Au fond d'eux-mêmes, les Malais ont la conviction que, quoi qu'ils fassent ou décident, les choses vont continuer à échapper à leur

contrôle; que, lentement mais sûrement, ils vont devenir des dépossédés dans leur propre pays», écrivait celui qui a ensuite occupé le poste de premier ministre de 1981 à 2003.

Grâce à la nouvelle politique économique, les Malais devaient acquérir 30 % de la richesse nationale. L'objectif n'a pas été atteint. Hormis le secteur des banques publiques, les Malais ne contrôlaient que 12 % de la richesse du pays alors qu'ils représentent 60 % de la population. «La situation s'est améliorée [par rapport à l'époque de l'indépendance en 1957], mais la justice n'a pas encore été réalisée», dit Chandra Muzaffar.

Dans sa lutte pour sa survie, l'UMNO, qui a perdu pour la première fois de son histoire la majorité des deux tiers au Parlement lors des législatives de mars, s'arc-boute sur ce patronage institutionnalisé.

Mais le retour sur la scène politique d'Anwar Ibrahim, libéré de prison en 2004, après que la Cour fédérale eut annulé sa condamnation à neuf ans de détention pour sodomie, change la donne.

Anwar Ibrahim, un politicien charismatique disposant d'un solide réseau international de relations, souhaite réorienter la Nouvelle Politique économique en la «déracialisant». «Anwar [lui-même malais] exerce une attraction sur toutes les communautés ethniques. Il est porteur de fortes valeurs islamiques, mais il est capable d'intégrer les autres religions. Il a une vision globale», dit Tian Chua.

Libération

## EN BREF

## Bagdad: 16 morts

Bagdad — L'explosion de plusieurs bombes en divers points de Bagdad a fait hier seize morts et des dizaines de blessés, ont annoncé des responsables de la sécurité. Les deux premières bombes ont frappé le quartier chiite de Sadr City, dans l'est de la capitale irakienne. La première bombe visait vraisemblablement des ouvriers. Elle a tué quatre personnes et fait 39 blessés, a déclaré Kassim al Mousaoui, porte-parole des services de sécurité à Bagdad. Une seconde explosion a fait trois morts et 15 blessés. A Husseinia, juste au nord de Bagdad, une série d'explosions dans un marché fréquenté a fait cinq morts et 28 blessés, selon la police. Un engin a explosé au passage des voitures qui transportaient plusieurs personnes vers un enterrement dans le centre de Bagdad, faisant deux morts et 13 blessés, tous de la même famille. Enfin, dans le quartier de Soura, dans le sud de la ville, deux civils ont péri et six ont été blessés dans l'explosion d'une voiture piégée sur un marché. Les forces nationales se sont retirées le 30 juin des villes et centres urbains irakiens, abandonnant de nombreux postes, notamment à Sadr City. Beaucoup d'Irakiens doutent de la capacité des forces nationales à assurer la sécurité du pays sans le soutien des Américains. — Reuters

dent ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, entérinée par le guide suprême de la Révolution Ali Khamenei est contestée par les réformateurs, qui affirment que les autorités ont volé la victoire à leur principal candidat, Mir Hossein Moussavi. Les manifestants scandaient des slogans hostiles au gouvernement, comme «Ahmadinejad, démission, démission» ou «Mort aux dictateurs», a ajouté le témoin. Cité par l'agence de presse iranienne Fars, le chef adjoint de la police avait évoqué mardi des rumeurs de «rassemblements illégaux» dans la capitale, ajoutant que les forces de l'ordre les disperseraient avec fermeté. «Le principal problème de l'opposition à présent, c'est que leurs dirigeants sont soit en prison, soit assignés à domicile, soit incapables de s'exprimer librement», constate Karim Sadjadpour, analyste de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. — Reuters

## Ados en danger

Rio de Janeiro — Cinq mille adolescents sont tués tous les ans dans les villes brésiliennes, la plupart étant des garçons noirs pauvres et sans éducation, a révélé une étude publiée hier. L'étude, un Index des homicides à l'adolescence, a été réalisée par l'UNICEF, le gouvernement et l'ONG Observatoire des Favelas, dans les 267 villes de plus de 100 000 habitants. Elle montre que deux enfants sur 1000 âgés de 12 ans mourront avant d'atteindre 19 ans. Cet indice est 30 fois supérieur à celui enregistré dans les pays européens, a indiqué la sous-secrétaire aux Droits de l'Homme Carmen Oliveira. «La majorité a été menacée de mort par les trafiquants de drogue, généralement pour être des consommateurs, pas des trafiquants.» La ville touristique de Foz de Iguaçu, connue pour ses spectaculaires chutes d'eau, est la plus meurtrière, avec près d'un jeune sur 100 tué. — AFP

## Heurts à Téhéran

Téhéran — Des heurts ont opposé hier à Téhéran la police iranienne à plusieurs centaines de partisans du camp réformateur, rapporte un témoin qui fait état de nombreuses arrestations. «Il y a des centaines de policiers en tenue anti-émeute et (des forces de sécurité) en civil. Ils frappent les gens qui se sont rassemblés pour soutenir [Mirhossein] Moussavi», a déclaré ce témoin. La réélection le 12 juin du prési-

## ÉDITORIAL

## RÉCESSION

## Une lueur de reprise

La Banque du Canada maintient le taux d'intérêt cible du financement interbancaire quotidien à un niveau aussi bas que 0,25 %. Mais du même coup, elle revoit à la hausse ses prévisions de croissance économique pour les prochains mois. Cette contradiction nous rappelle que la crise est loin d'être terminée, et que ses conséquences les plus graves sont encore à venir.

**E**n janvier dernier, tous les observateurs de la scène économique étaient restés médusés devant l'optimisme affiché par la Banque du Canada. A cette époque, la banque centrale parlait de reprise dès cet été et du retour à une solide croissance de 3,8 % en termes réels en 2010.

Devant l'évidence que la récession frappait beaucoup plus durement qu'elle ne l'avait anticipé, la banque centrale a revu ses chiffres à la baisse en avril et a décrété que le taux d'intérêt à un jour, dit «taux cible», était réduit à 0,25 %, probablement jusqu'au printemps 2010.

Trois autres mois plus tard, la banque centrale constate aujourd'hui que son analyse d'avril était la bonne, mais que certains facteurs, telle la confiance des entreprises et des consommateurs, permettaient d'espérer une reprise légèrement plus forte que prévu. Pour l'ensemble de l'année en cours, la contraction serait donc de -2,3 %, contrairement à la prévision de -3 % faite en avril, et pour 2010 la croissance serait de +3 % au lieu de +2,5 %.

Un peu plus, un peu moins, on joue sur les virgules! Dans les faits, personne ne peut prévoir ce qui nous attend avec précision. C'est d'ailleurs pourquoi la Banque du Canada ne pavoise pas, et à moins d'un retour du fantôme de l'inflation, le taux cible de financement à un jour sera maintenu à son niveau actuel jusqu'au printemps 2010.

Pour les détenteurs de placements à taux fixes, cette annonce signifie qu'ils ne doivent pas s'attendre à des rendements intéressants d'ici plusieurs mois. En revanche, c'est le signal pour songer à remplacer la voiture ou à faire l'acquisition d'une propriété pour les ménages dont l'emploi n'est pas menacé.

La nuance est importante puisque c'est l'emploi, ou plutôt la perte d'emploi qui deviendra bientôt le problème majeur au Canada et au Québec. Moins affectée que l'Ontario dont l'industrie de l'auto a subi un électrochoc sans précédent, l'économie du Québec n'en est pas moins frappée très durement par cette récession.

Que ce soit l'industrie du bois d'œuvre ou du papier journal, celles de l'aluminium et de l'aéronautique, des produits pharmaceutiques ou du meuble, tous les secteurs sont touchés. Or, contrairement à l'auto qui devrait repartir bientôt, plusieurs secteurs mettront beaucoup de temps à s'en remettre. L'aéronautique, par exemple, dépend surtout de la vigueur de l'économie internationale, actuellement en panne. Ce n'est pas demain le jour où Pratt & Whitney rappellera les 1000 employés mis à pied ce printemps.

Puis, il y a l'effet boule de neige. La construction résidentielle, par exemple, dépend pour une bonne part de la formation de nouveaux jeunes ménages, qui dépend à son tour de la santé économique: plus l'économie va bien, plus les locataires pensent à devenir propriétaires et les jeunes, à quitter le foyer familial. Avec la hausse du chômage, la perspective d'une reprise dans la construction diminue et le nombre de chômeurs de cette industrie s'accroît à son tour. Une spirale difficile à arrêter.

Heureusement, le Québec a annoncé des projets d'infrastructures plusieurs fois milliardaires qui compenseront une partie des pertes subies dans la construction résidentielle et commerciale. Mais cela ne suffira pas. D'ailleurs, les économistes de la Banque TD prévoient que l'économie du Québec, moins affectée jusqu'à présent, connaîtra une reprise plus lente que la moyenne canadienne en 2010. Le taux de chômage grimpera au-dessus de la barre psychologique de 10 % malgré les mesures mises en place par les deux ordres de gouvernement.

Pour que le chômage redescende au niveau actuel de moins de 9 %, il faudra créer des centaines de milliers de nouveaux emplois! Les nombreux départs à la retraite atténueront le drame, mais le fait est qu'il nous faudra plusieurs années avant de s'en remettre.

Entre-temps, la grande question sera de savoir comment les gouvernements s'y prendront pour maintenir, voire améliorer la qualité des services publics alors que leurs revenus sont en chute libre. En ce milieu d'été 2009, une impression de déjà vu flotte dans l'air humide du Québec!

j-rsansfacon@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSEFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

DE L'UTILITÉ DU CONDOM POUR  
COMBATTRE LE SIDA...

REPRISE

## L E T T R E S

## Place Laurier Place

Après discussion familiale, nous avons décidé de ne plus remettre les pieds au centre commercial Place Laurier, à Québec.

Motif? Anglicisation et bilinguisme insidieuses des lieux de plus en plus marquées au fil des ans.

Dans l'affichage d'abord, dans le choix musical ensuite (abominablement insignifiant, commercial et massivement sinon exclusivement anglo-américain: c'est en soi une agression de tous les instants), dans certains commerces enfin (le bilinguisme systématique de la boutique vancouveroise Lush, par exemple, constitue un mépris inrassemblable du caractère français du Québec, alors que les mêmes boutiques en sol canadien sont, qui s'en étonnera, exclusivement anglaises...)

Mais la liste serait longue, de Future Shop à Body and Beach en passant par Second Cup, de magasins qui refusent obstinément de se donner une appellation française en sol québécois. Mais je ne suis pas sans savoir que sur ce dernier point (encore que...), Place Laurier n'a pas vraiment de contrôle.

Cela va jusqu'au système d'accès à «Internet sans fil» identifié par «Wi-Fi». C'en est trop.

Ce «Wi-Fi» a été pour nous la goutte d'eau qui a fait renverser un vase déjà trop plein depuis déjà trop longtemps.

Alors, nous vous disons adieu!  
Marie-Louise Lacroix, «émissaire en titre» de la famille Gauthier  
Québec, le 19 juillet 2009

## Une photo vaut mille mots

Félicitations, Monsieur Jacques Nadeau, pour votre quasi-éditorial du 15 juillet. Sûre, votre photo en première page du *Devoir* où apparaissent en ordre dispersé certains maires québécois se cherchant une conte-

nance: Gilles Vaillancourt de Laval, Éric Forest de Rimouski, Robert Coulombe de l'UMQ, Michel Bissonnet de Saint-Léonard, Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales... Le titre précise: «Chaque municipalité devra se doter d'un code d'éthique.» Evidemment, il n'y pas de lien direct à faire entre le besoin d'un code d'éthique municipal et les hommes immortalisés par le photographe!

La population, quoiqu'un peu cynique, les sait... blancs comme neige. Malgré tout, conscients qu'il peut y avoir des problèmes dans certaines municipalités autres, ces vertueux routiers de la mairie «se sont dits favorables aux propositions du groupe de travail sur l'éthique en milieu municipal», raconte le texte. Mieux vaut prévenir...

Rodrigue Larose  
Saint-Denis-de-Brompton, le 19 juillet 2009

## Renflouer les coffres

En juin dernier, en raison de l'échéance de mon contrat de crédit variable, la Caisse populaire de mon territoire m'avertissait que le taux d'intérêt de ma marge de crédit passerait désormais de 4,25 % à 5,75 %, une augmentation de 35%. Mon conjoint a reçu un avis du même genre de sa Caisse populaire, située dans un autre territoire.

Dans un contexte où les gouvernements, y compris celui du Canada, ont versé des milliards de dollars des contribuables pour soutenir les mauvaises créances des institutions prêteuses en raison de leurs placements risqués, où la Banque du Canada, à l'instar des autres institutions financières dans le monde, a abaissé son taux directeur à un niveau historique pour stimuler l'économie afin que ces mêmes institutions financières puissent continuer de prêter aux consommateurs, je trouve tout simplement scandaleux que ces dernières, avant même que l'économie re-

prenne véritablement son souffle, continuent de faire fi de l'intérêt collectif et s'empressent d'augmenter leurs taux afin d'engranger le plus vite possible des profits sur le dos de leurs clients. «Payez, les simples, vous qui êtes pris au piège de l'endettement, deux fois plus qu'une, il faut bien renflouer les coffres, les primes au rendement s'en viennent!»

Martine Poulin  
Lévis, le 16 juillet 2009

## Tout d'un coup que...!

Très pertinent, le texte de M. Jean-Guy Trinque («Les trucs et astuces de Loto-Québec»), dans votre édition du 14 juillet.

Et dans la foulée, une suggestion pour Loto-Québec afin que cette société puisse se réaliser dans sa noble quête d'une société québécoise épanouie dans le jeu responsable.

Car c'est une bien belle idée que celle de soulager notre attente à la caisse du dépanneur avec ces écrans colorés et animés nous présentant les gagnants des récents tirages: tant de visages épanouis nous transportent littéralement dans l'allégresse... et ne nous suggèrent nullement de tenter aussi notre chance!

Pourquoi ne pas faire le pas de plus qui s'impose en nous présentant les mines déconfites et désabusées des nombreux «perdants» et victimes du jeu, dans une proportion conforme à celle de la mathématique des loteries, et ainsi nous rappeler certaines autres facettes plus cruelles et réalistes de ce «divertissement»?

Loto-Québec n'a pas à s'inquiéter: un tel ajustement ne saurait alors nous empêcher de manifester notre gentillesse envers notre voisin, beau-frère ou collègue avec le plus débonnaire des désintéressements, tout d'un coup que...!

Luc Deneault  
Montréal, le 16 juillet 2009

## LIBRE OPINION

## Ville de Montréal: en route vers un développement immobilier durable

LAUDE BOURBEAU

Architecte associé chez Provencher Roy et associés architectes, et président sortant de la section du Québec du Conseil du bâtiment durable du Canada

**L**e 9 juin dernier, la Ville de Montréal dévoilait, lors du sommet national du Conseil du bâtiment durable du Canada, un volet important de sa politique de développement durable pour les édifices municipaux. M. Alan De Sousa, membre du comité exécutif et responsable du dossier de l'environnement, annonçait que dorénavant toutes les nouvelles constructions de bâtiments municipaux de plus de 500 mètres carrés devraient être certifiées LEED Or et que toutes les rénovations majeures seraient effectuées selon les critères LEED Argent.

Le programme de certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) viendra appuyer les efforts de la Ville pour réduire l'empreinte écologique de son parc immobilier. La section du Québec du Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCA) salue cette initiative et invite l'ensemble du secteur municipal québécois à lui emboîter le pas.

En décembre 2008, Diana Uerge-Vorsatz, du groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, exposait au sommet de Poznan, dans sa présentation «Climate change mitigation in the building sector», des statistiques éloquentes sur

l'effort titanesque international attendu du secteur bâtiment dans la course aux réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES).

L'impact de la construction et de l'exploitation des édifices est connu depuis un bon nombre d'années. Ce qui l'est moins, c'est que lorsque l'on considère les coûts associés à des mesures de réduction des GES, le secteur bâtiment vient au premier rang (mesures les plus économiques) et se démarque clairement comme la première cible à atteindre. À l'échelle mondiale, 30 % des émissions directement reliées à la construction et à l'opération des bâtiments pourraient être éliminées d'ici 2020 à coût nul, ou à un coût moindre que dans les autres secteurs de l'industrie. Cela s'explique assez facilement d'ailleurs: les connaissances et les technologies qui permettraient d'atteindre ces cibles de réduction existent, et elles peuvent être mises en œuvre dès maintenant.

## Effort

L'adoption de la certification LEED, qui récompense la performance environnementale des nouvelles constructions et des aménagements, va exactement dans le sens de cet effort. La réduction des émissions de gaz à effet de serre est un élément central du système d'évaluation qui peut amener les concepteurs et les donneurs d'ouvrages à orienter la conception et la réalisation des bâtiments vers des façons de faire plus écolo-

giques. La certification compte plusieurs niveaux (certifié, argent, or, platine) qui correspondent à la performance atteinte. Seulement 35 bâtiments ont, à ce jour, atteint la certification de niveau or au Canada, dont trois au Québec. Par le choix qu'elle a fait, Montréal se taille une place dans le peloton de tête et devient la première ville québécoise à adopter de telles orientations pour l'environnement. Ailleurs en Amérique du Nord, les villes de Seattle, Portland, New York, Chicago et Vancouver sont aujourd'hui des leaders reconnus du développement durable dans l'immobilier et ont pris par le passé des engagements similaires.

Les avantages des bâtiments durables sont nombreux pour les municipalités: ils consomment moins d'eau potable, rejettent une plus faible quantité d'eaux usées, génèrent moins de déchets durant la construction, améliorent la gestion des eaux de ruissellement, etc. Or, quel ordre de gouvernement est le mieux placé pour mesurer à sa juste valeur une pression moindre sur les infrastructures et sur la gestion des déchets? Quand ces avantages sont combinés à une meilleure qualité de l'air, à des réductions d'émissions de GES et à des intérieurs plus sains, l'attrait devient évident.

D'autres municipalités québécoises ont par ailleurs reconnu les avantages de la certification et ont pris les devants pour promouvoir la construction de bâtiments durables sur leur territoire. Les municipalités de Gatineau en Outaouais et de Saint-

Martine en Montérégie ont ainsi annoncé cette année qu'elles encouragent la construction de maisons certifiées LEED sur leur territoire en accordant des incitatifs financiers.

Outre les politiques d'approvisionnement et les allègements fiscaux, les municipalités disposent de nombreux outils pour améliorer la durabilité de l'environnement bâti. Elles peuvent en effet influencer les schémas d'aménagement du territoire, les plans d'urbanisme, les règlements de zonage, et les politiques de transport en commun. Le Conseil du bâtiment durable du Canada encourage fortement les municipalités du Québec à suivre l'exemple de la ville de Montréal et des municipalités de Gatineau et de Sainte-Martine en se dotant de telles politiques.

Il est bien évident que les programmes de certification du Conseil ne peuvent à eux seuls transformer l'environnement bâti montréalais. Mais ils offrent une base solide pour que ceux qui conçoivent et exploitent les édifices puissent rapidement mettre en œuvre des façons de faire plus responsables. À l'heure où l'on voit naître à l'échelle mondiale des projets ambitieux de villes «neutres en carbone» (Masdar, Dongtan, Malmö, les ecotowns de Cambridge, pour n'en nommer que quelques-uns), il est plus que réjouissant de constater que des mesures concrètes sont prises chez nous pour favoriser l'émergence de communautés durables.

## IDÉES

L'élargissement du rôle des cliniques chirurgicales privées

## Une menace à l'accessibilité

LEE SODERSTROM

Département des sciences économiques  
Université McGill

TERRY KAUFMAN

Expert-conseil  
Gestion des services de santé

**L**e gouvernement du Québec élargira de façon importante le rôle des cliniques chirurgicales privées dès le 30 septembre prochain. Il est essentiel de repenser et de réévaluer cet élargissement parce qu'il aggravera les problèmes d'accès aux chirurgies avec lesquels trop de Québécois sont déjà aux prises.

Cet élargissement rendra de plus en plus difficile l'accès pour deux raisons. D'une part, il réduira la disponibilité des services chirurgicaux dans les hôpitaux publics. Certaines chirurgies importantes seront transférées vers les cliniques privées; de plus en plus, le remplacement des genoux et des hanches, par exemple, se fera dans ces cliniques, pas dans les hôpitaux publics. D'autre part, quand les patients iront dans les cliniques privées, la plupart d'entre eux seront obligés de payer des honoraires pour des soins qui sont assurés par le réseau public à l'heure actuelle.

L'élargissement concerne les centres médicaux spécialisés (CMS), des cliniques chirurgicales privées créées par Québec en 2006. Il y en a deux types, les «CMS participants» pour les médecins participants au système public et les «CMS non participants» pour les médecins non participants au système. Seuls les «CMS participants» reçoivent du financement public.

Les deux problèmes d'accès ont leur source dans la volonté gouvernementale d'élargir en priorité le rôle et l'importance des «CMS non participants». Ce deuxième type de CMS peut déterminer les honoraires que ses patients doivent payer.

## Accès réduit aux chirurgies en milieu hospitalier

On transférera certaines chirurgies des hôpitaux aux CMS de deux façons. Premièrement, un règlement octroie plus de chirurgies aux CMS dès cet automne. Les types de chirurgies permis dans les CMS passeront de 3 à au moins 56. De plus, un hôpital pourrait offrir une telle chirurgie seulement si elle est mentionnée dans le cadre de sa mission, qui doit être approuvée par le ministre. Ce dernier pourra se servir de ce nouveau pouvoir pour limiter la concurrence hospitalière et ainsi privilégier les CMS privés.

Ce règlement stipule aussi que, parmi les 56 chirurgies permises dans les CMS, seuls les «CMS non participants» auront le droit de faire celles qui exigent un hébergement postopératoire d'une durée habituelle de plus de 24 heures. Le règlement octroie explicitement aux «CMS non participants» l'exclusivité des remplacements des hanches et des genoux; les «CMS participants» n'ont pas le droit d'en faire.

Deuxièmement, le projet de loi 34, adopté le 18 juin, ouvrira la porte aux médecins «participants» pour qu'ils puissent travailler aussi dans les «CMS



ARCHIVES REUTERS

non participants». Bien que maintenant il ne permette qu'à un nombre limité de médecins de le faire, ce changement établira un précédent qui risque d'en intéresser beaucoup d'autres. Une enquête récente de l'Institut économique de Montréal a constaté qu'une majorité des spécialistes souhaite partager son temps entre le système public et les «CMS non participants».

Avec ce changement, les médecins «participants» pourront profiter de la possibilité de gagner davantage, parce qu'ils pourront recevoir de leurs patients en CMS des honoraires plus élevés que ceux qu'ils reçoivent du gouvernement pour des chirurgies en milieu hospitalier. Il sera donc plus rentable pour eux de réduire leur disponibilité en pratique hospitalière au profit des CMS, d'autant plus que la loi 34 leur offre beaucoup de latitude quant aux heures qu'ils seront tenus d'offrir dans les centres hospitaliers.

Quand les chirurgiens réduisent leurs heures à l'hôpital, il n'y a aucune assurance contre l'allongement des listes d'attente. Il est fort probable que les heures des chirurgiens qui continueront à œuvrer à l'intérieur des hôpitaux seront insuffisantes pour satisfaire la demande des chirurgies en milieu hospitalier.

De plus, les chirurgiens auront intérêt financièrement à promouvoir l'utilisation de leur CMS. Si les médecins prétendent que l'attente sera très longue pour une chirurgie en milieu

hospitalier, des patients qui auraient préféré être traités à l'hôpital se résigneront à subir la chirurgie dans un CMS.

## Honoraires à verser pour beaucoup d'usagers des CMS

On fera donc davantage de chirurgies dans les CMS, où beaucoup de patients devront s'attendre à payer des honoraires, et ce, même si les chirurgies auraient été couvertes par le régime public si elles étaient faites dans un hôpital. Dans le cas des «CMS non participants», qui reçoivent peu ou pas de financement public, les patients paient normalement tous les honoraires. Par contre, les «CMS participants» reçoivent du financement public. En conséquence, sous certaines conditions, le gouvernement y paie les chirurgies entièrement; si ces conditions ne sont pas remplies, les patients de ces cliniques doivent payer des honoraires.

Des patients, surtout ceux qui ont des revenus élevés, choisiront des CMS afin d'éviter les longues attentes des hôpitaux. D'autres patients qui utiliseront ces cliniques n'auront que peu de choix. Même si leurs chirurgies étaient offertes à leur hôpital, l'attente pourrait y être longue, en partie parce que des chirurgiens rattachés à cet hôpital travailleront plusieurs heures dans des CMS. Lorsque les divers types de chirurgies ne peuvent être réalisées dans les délais

établis par le ministre, l'hôpital doit offrir au patient la possibilité d'être traité ailleurs. Cependant, si la solution est un CMS, la loi n'exige pas que le gouvernement paie pour tous les honoraires facturés au patient.

Si la chirurgie n'est plus offerte à l'hôpital du patient et que son chirurgien recommande un CMS, il sera difficile pour le patient de trouver un autre hôpital afin d'éviter les honoraires exigés par le CMS.

Les Québécois paieront les honoraires des CMS de leurs poches ou avec une assurance privée pour tous les services des «CMS non participants» et les services qui ne sont pas assurés publiquement des «CMS participants».

## Les CMS: des impacts indésirables

L'élargissement du rôle des CMS profitera à leurs propriétaires, aux médecins qui y travaillent, aux patients qui préfèrent payer pour un accès plus rapide à la chirurgie et aux compagnies d'assurance. Mais nous venons de voir que les CMS créent deux problèmes d'accès pour d'autres. L'accès équitable aux soins de santé sera compromis, car souvent l'accès aux services des CMS ne sera pas basé sur les besoins des patients, mais plutôt sur leur capacité de payer. Or, depuis 40 ans, promouvoir l'accès équitable est un principe de base de la politique québécoise de la santé.

De plus, les preuves disponibles ne nous permettent pas d'affirmer que l'élargissement du rôle des CMS améliorera la qualité des soins ou l'efficacité de notre système de santé. D'autres provinces ont constaté que des cliniques privées étaient plus coûteuses que les hôpitaux.

On prétend que ces cliniques sont nécessaires afin de réduire le temps d'attente pour les chirurgies. Mais il y a d'autres façons de le réduire. Ailleurs, une meilleure gestion du système de soins a permis la réduction du temps d'attente, sans pour autant élargir le rôle des cliniques privées. De plus, les dépenses pour les soins de santé pourraient, à la limite, être augmentées, car la dépense gouvernementale québécoise par personne pour les services de soins est beaucoup moindre que partout ailleurs au pays.

En effet, l'objectif principal du gouvernement ici n'est pas la réduction du temps d'attente, mais plutôt de favoriser les «CMS non participants» avec leurs propriétaires privés et leur financement privé. Notez que les remplacements de hanches et de genoux et certaines autres chirurgies seront permis seulement dans les «CMS non participants». Si le seul but du gouvernement était la réduction de l'attente, il permettrait ces chirurgies dans les «CMS participants», où les patients paieraient des honoraires moins élevés, si honoraires il y a. Ces cliniques devraient aussi fournir la même qualité de soins et être aussi efficaces que les «CMS non participants».

En raison des problèmes d'accessibilité que les «CMS non participants» engendrent, leur rôle ne doit pas être élargi. Si le gouvernement insiste sur la place des cliniques privées, il se doit de les financer. De plus, avant qu'il n'encourage leur développement, le gouvernement doit déterminer si de telles cliniques amélioreront le système de soins. Pour ce faire, il sera nécessaire d'évaluer un petit nombre de cliniques financées publiquement qui offrent les trois types de chirurgies autorisées actuellement dans les CMS.

Le projet retenu par l'AMT pour le Train de l'Est

## Un triste sapin de Noël en plein été

HONORÉ JEAN

Citoyen de l'est de Montréal

**E**n juin dernier, l'AMT a fait une tournée dans l'est de Montréal dans le but de promouvoir le projet qu'elle a retenu relativement à ce qu'on appelle «le Train de l'Est». J'ai personnellement, en tant que citoyen de Pointe-aux-Trembles, assisté à la séance du 22 juin dernier. J'en suis sorti avec la nette impression que les citoyens présents s'étaient fait passer un sapin en plein été. Je m'explique. D'abord parce que la séance n'en fut une que d'information sur un projet arrêté, définitif, sur lequel la population concernée, pourtant informée ou consultée pour la première fois, n'eut aucun droit de réplique, de suggestion, bref aucun droit de regard. Et pourtant le maire, monsieur Maciocia, en introduction à la plénière, avait pris soin de préciser: «Cette soirée vous appartient.» C'était beaucoup dire. Les citoyens ont été bernés parce que la séance s'est déroulée en totalité à sens unique et qu'elle était conçue de telle façon: in-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

formation individuelle à des kiosques, plénière sans possibilité de poser de questions ni faire de commentaires, le conférencier qui se permet de passer sous silence les enjeux écologiques, de développement durable, de sécurité des passagers du projet retenu.

Par exemple, nous aurions bien aimé savoir dans quelle mesure le projet du «Train de l'Est» allait résoudre l'offre depuis des lunes anémique du transport en commun à la Pointe-de-l'Île. Il nous a fallu croire sur parole. Comme il nous a fallu croire sur parole que la meilleure solution pour les citoyens de la couronne Est était l'unique tracé Mascouche-Terrebonne-Repentigny-Montréal, alors que l'AMT avait d'abord retenu deux trajets: Mascouche-Terre-

bonne-Laval-Montréal (voie du CP actuelle) et l'Assomption-Repentigny-Montréal (voie du CN actuelle). Pourquoi ce dernier trajet a-t-il été mis de côté? Mystère et boule de gomme. Comme il nous a fallu encore croire sur parole que le tracé Mascouche-Terrebonne-Repentigny-Montréal était le plus économique, bien qu'il oblige l'AMT à construire une nouvelle voie ferrée sur plus de dix kilomètres entre les deux voies de la 640, alors que deux voies ferrées (CP et CN) sont déjà disponibles et qu'elles sont en bonne condition. Comme il nous a fallu croire qu'il n'y a aucun problème de sécurité pour les passagers à Mascouche, ni à Repentigny. Des carpes, l'AMT nous a pris pour des carpes.

La population de l'est de Montréal est tout à fait d'accord avec le projet d'un train de banlieue, mais pas n'importe lequel. Elle a de fortes réserves sur le projet retenu par l'AMT, en particulier sur le fait qu'il résoudra, selon l'agence, l'absence de transport en commun adéquat pour l'est de l'île. Sur le fait également que la solution que propose l'AMT pour la population de Lanaudière nous apparaît un pis-aller, bref un très mauvais choix. Le tracé Mascouche-Terrebonne-Repentigny nous semble tout à fait inacceptable sur le plan du développement durable. Le contexte économique actuel nous apparaît de plus en plus un moment privilégié de mettre en place des infrastructures qui serviront aux générations futures à moyen et long termes, des deux côtés de Rivière-des-Prairies. Il est à souhaiter que le gouvernement du Québec ramène rapidement l'AMT à la raison, de façon à enclencher dans les plus brefs délais la réalisation de ce projet en tenant compte des besoins vitaux des citoyens de Lanaudière et de l'est de Montréal. Notre avenir en dépend.

## Un coup de vieux

JACQUES FOURNIER  
Organisateur communautaire  
retraité

**Q**uel bilan faire du réseau de la santé et des services sociaux, cinq ans après les fusions forcées entrées en vigueur en juillet 2004? Le réseau a pris un «coup de vieux», il a mal vieilli. Il a perdu de la souplesse, il est devenu rigide, les décisions sont centralisées, le processus décisionnel s'est empêtré.

Sa capacité d'adaptation s'est réduite; au nom de l'uniformisation, la couleur locale a pris les dimensions d'une peau de chagrin. Les conditions de travail d'un corps d'emploi à l'autre, d'un département à l'autre, d'un bâtiment à l'autre, doivent être identiques, même si cela confine à l'absurde. L'autoritarisme règne. La consultation du personnel est devenue illusoire: les cadres le font, puisque cela est exigé par la nouvelle gestion publique, mais ils sont conscients que c'est pour les apparences puisque les décisions sont déjà prises au départ. La vérité vient d'en haut. Elle se déverse en cascades, depuis le ministère vers les Agences et la Santé publique, vers les établissements, vers le personnel. Rien ne remon-

te, les saumons sont disparus de la carte.

Le réseau a pris du tour de taille, il s'est épaissi. Bien sûr, les vieux comme moi font de l'exercice pour rester en forme, mais dans le cas du réseau, les résultats ne sont pas là. Le poids demeure, il croît. Le réseau devient ventru, ventripotent. Il prend les défauts, mais pas les nombreuses qualités des personnes âgées.

Le réseau est (hélas!) à l'image du Québec. La jeunesse y trouve difficilement sa place. Elle a envie de décrocher. La créativité est tellement encadrée qu'elle ne s'y épanouit plus. Les rêves ne sont plus permis. Le travail de fond est marginalisé, les changements réels des conditions de vie ne sont plus la priorité, la prévention est réduite à un ersatz insipide, à un bouillon fade, sans saveur, comme la nourriture des centres d'hébergement. On est loin de Mai 68, on est loin de la jeunesse rebelle.

Le réseau de la santé et des services sociaux ressemble à un CHSLD au personnel insuffisant dont les usagers ne savent plus qui est mandaté pour s'occuper d'eux. Paradoxalement, la soi-disant «modernisation» du réseau a conduit à son vieillissement.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairendrée Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francour (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Pagnieu (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzette et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre), information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Maderant et Christine Dumazet (correctrices); Benoit Mungler (responsable du site Internet), Émilie Folie-Bouvin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Flamandon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Farié (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciale (Québec), Monique Bérubé (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlène Côté, Richard Douangmal, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Forlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# ACTUALITÉS

## GRIPPE

SUITE DE LA PAGE 1

résistants au Tamiflu, seraient également inoffensifs, c'est-à-dire incapables de se reproduire et de se transmettre. Faux. En 2007, le Dr Boivin avait découvert que certains virus conservaient leur virulence. L'an passé, son laboratoire a même trouvé un H1N1 humain résistant et contagieux.

Le Relanza, la solution de rechange, pose certains problèmes. «Il y a deux problèmes avec ce médicament», soutient le Dr Boivin. D'abord, il doit être administré par voie respiratoire, à l'aide d'une pompe comme celles utilisées par les asthmatiques. Deuxièmement, les virus de la grippe se répandent parfois au-delà du système respiratoire, dans le sang ou les intestins, inaccessibles pour ce médicament.

### Situation mondiale

Cette nouvelle tombe au moment où l'ONU faisait état hier de plus de 700 morts depuis le début de la pandémie. Le virus a tué 18 personnes au Québec. «Au cours des pandémies passées, il a fallu plus de six mois aux virus grippaux pour se propager aussi largement que l'a fait le nouveau virus H1N1, en moins de six semaines», observe l'OMS. L'organisme a par ailleurs renoncé à continuer le décompte des cas. «Nous n'avons pas d'image complète de la pandémie», reconnaît une porte-parole de l'organisation, Aphaluck Bhatia-seve. Elle promet qu'ils vont utiliser des modèles mathématiques pour que chaque pays réponde efficacement à la pandémie.

Une équipe de chercheurs canadiens, la Pande-

mic Influenza Outbreak Research Modelling Team, planche d'ailleurs sur le projet. Elle étudie la grippe A afin de prévoir l'impact de la fermeture d'écoles ou l'administration d'antiviraux. «Les modèles mathématiques soulèvent la possibilité que la grippe A cause des épidémies sérieuses dans l'hémisphère sud dans un avenir proche», écrit le Dr David Fisman dans le journal de l'Association médicale canadienne. Il s'inquiète du fait que «les pays d'Amérique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande entrent dans leur saison grippale sans vaccin».

En l'absence de vaccin, les antiviraux comme le Tamiflu constituent la première ligne de défense. Si le virus développe une résistance, comme celle découverte par le Dr Boivin, le Dr Fisman conseille une utilisation prudente. «Lorsque nous ajoutons la

résistance dans nos modèles mathématiques, écrit-il, la meilleure stratégie consiste à limiter l'administration précoce du médicament pour éviter une épidémie causée par une souche résistante.»

«Il y a de bonnes chances que le vaccin soit accessible en novembre», a prédit cette semaine le Dr Pierre Van Damme. Son équipe compare quatre vaccins candidats à l'Université d'Antwerp, aux Pays-Bas. La Finlande, la France et l'Allemagne participent également aux tests. Ils vaccineront des volontaires en août et en septembre, selon une procédure semblable à celle utilisée pour la préparation des vaccins contre la grippe saisonnière.

Le Devoir

EN BREF

## Earl Jones se trouve au Canada

Le réseau CTV a rapporté, hier, que le conseiller financier Earl Jones, qui aurait «délesté» ses clients de dizaines de millions de dollars, avait retenu les services d'un avocat et coopérerait avec la police. L'avocat Jeffrey Boro a affirmé à la station montréalaise du réseau national que M. Jones avait fait un court séjour aux États-Unis pour y voir sa fille. Il a ajouté que la police en avait été informée. L'Autorité des marchés financiers (AMF) avance qu'entre 30 millions et 50 millions se sont envolés des comptes de M. Jones. Earl Jones, qui est porté disparu depuis près de deux semaines, n'a pas été accusé. De plus, il ne fait l'objet d'aucun mandat d'arrestation. M. Boro a indiqué que M. Jones s'était fait discret en raison de la publicité négative l'entourant et des commentaires formulés par des investisseurs insatisfaits. L'avocat a dit ignorer où se trouvait l'argent que M. Jones est soupçonné d'avoir subtilisé à ses clients. — La Presse canadienne

## ISOTOPES

SUITE DE LA PAGE 1

ainsi qu'un programme fédéral de compensation rétroactif pour les patients qui auraient subi des dommages et des torts relatifs à cette carence en isotopes. En somme, elle donne un mois au gouvernement fédéral pour présenter son plan d'action à la population.

### Désastre annoncé

Le CPM, notamment connu pour avoir eu gain de cause, il y a deux ans, dans le recours collectif qu'il avait déposé contre les CHSLD qui factureraient illégalement des frais supplémentaires pour leurs services de buanderie, a décidé d'aller de l'avant après avoir reçu quelques plaintes et manifestations d'inquiétude. «On a commencé à recevoir des témoignages et notre CA s'est dit: "Pourquoi ne pas informer d'avance l'État?"», a expliqué M<sup>r</sup> Brunet. «Une dame en crise nous a écrit que son frère, qui vient d'avoir un diagnostic du cancer du cerveau, a vu son traitement reporté. C'est l'un des dossiers les plus tragiques», a-t-il ajouté, en prédisant que des centaines de milliers de personnes seront touchées si rien n'est fait.

Chaque jour, quelque 3000 patients qui attendent qu'un traitement ou un diagnostic soit réalisé grâce aux isotopes médicaux seraient vus par un médecin. Pour l'instant, il existe une collaboration entre les différents spécialistes pour traiter en priorité les patients les plus en danger. «Au fur et à mesure que le désastre se manifestera, on pourra établir le lien de cause à effet, et c'est tout ce que ça nous prend pour poursuivre selon le droit au Québec», a précisé M<sup>r</sup> Brunet. Visant les patients du Québec, il n'exclut pas que le recours collectif qu'il pourrait tenter puisse s'étendre à tous les Canadiens.

Le gouvernement conservateur ne serait pas le seul à blâmer, avance-t-il. Le dossier qu'il a constitué contient de l'information et des documents venant de la Commission canadienne de la sécurité nucléaire qui remontent au moins jusqu'à l'an 2000.

Par ailleurs, le ministre de la Santé de l'Ontario, David Caplan, a affirmé hier qu'Ottawa devrait indemniser les provinces pour les coûts additionnels défrayés par les établissements de santé en raison de la pénurie d'isotopes. Selon le ministre, celle-ci aurait un impact financier pour les hôpitaux parce que les prix de ces sources radioactives ont augmenté en raison de la difficulté d'approvisionnement et de la demande.

M. Caplan a ajouté qu'il avait demandé à la ministre fédérale d'engager au moins un dialogue avec lui. Il s'est dit certain que ses homologues des autres provinces expérimentaient le même type d'impacts en ce qui a trait aux examens et aux traitements, et que conséquemment, ils auraient également besoin d'être indemnisés ou d'être aidés pour parvenir à les atténuer.

Le Devoir  
Avec La Presse canadienne

## MER

SUITE DE LA PAGE 1

giant voué exclusivement aux recherches maritimes, l'Aurora borealis, qui serait le pendant en quelque sorte sur les mers polaires de la Station spatiale internationale dans l'espace.

L'Allemagne et ses nombreux instituts scientifiques et universitaires possèdent plus d'une dizaine de navires dédiés à la recherche maritime. Le plus connu est le brise-glace Polarstern, qui s'est rendu célèbre au printemps en effectuant, malgré les réticences de la communauté internationale et du ministère allemand de l'Environnement, une expérience d'ensemencement des mers avec de la limaille de fer pour tenter d'y stimuler le captage de CO<sub>2</sub> par la flore benthique. L'expérience a révélé que cette technique ne donnait pas les résultats escomptés par les chercheurs, ce qui constitue «néanmoins un important constat scientifique», explique au Devoir le capitaine du Polarstern, Uwe Pahl.

Le Polarstern, ancré à son port d'attache de Bremerhaven, est impressionnant avec ses 118 mètres par 25, ses grues, ses deux hélicoptères et ses puissants diesels qui actionnent deux hélices à l'arrière et deux propulseurs latéraux.

Mais l'Aurora borealis sera d'un autre calibre. Ce brise-glace mesurerait 189 mètres de long par 49 de large — presque le double du Polarstern! —, ce qui lui permettrait d'avancer dans deux mètres et demi de glace. Il serait propulsé par des moteurs électriques de 55 MW, soit la puissance du barrage d'Hydro-Québec sur la rivière des Prairies. Ses moteurs seraient alimentés par d'énormes diesels, qui ne seraient plus couplés directement aux hélices, ce qui le rendrait plus malléable et plus précis. Cette précision, explique Jorn Thiede, un océanographe qui dirigeait auparavant une des unités de l'Institut Alfred Wegener sur la recherche polaire et maritime, est d'autant plus nécessaire que l'Aurora borealis sera équipé d'une énorme tour de forage en son centre. Cet équipement hors du commun serait capable de descendre une tête de forage entre

4000 et 5000 mètres de profondeur pour forer les sédiments et le fonds sur 1000 mètres additionnels tout en gardant une position fixe, malgré les vents, les courants et la poussée des glaces.

«Si ce navire voit le jour, dit-il, il permettra de repousser les frontières de notre connaissance sur les fonds marins arctiques et antarctiques, qui sont une des archives les plus fiables et les plus complètes de notre planète.» Présentement, ce premier navire d'une éventuelle «flotte européenne» intéresse une dizaine de membres de l'Union européenne. Mais d'autres pays, comme la Russie, s'intéressent

«Les fonds marins arctiques et antarctiques [...] sont une des archives les plus fiables et les plus complètes de notre planète»

aussi au projet, car s'il existe d'autres brise-glaces plus puissants, leur priorité n'est pas la recherche et leurs missions ne cadrent pas toujours avec les besoins et les échéanciers des chercheurs. Il faut plutôt, explique Jorn Thiede, un navire dédié à plein temps aux recherches d'une centaine de chercheurs.

«C'est aussi, ajoute-t-il, la seule façon de faire émerger une vision scientifique internationale commune, qui n'existe pas encore, sur la recherche maritime dans les mers de l'Arctique et de l'Antarctique.»

### Sciences et économie

Pour Peter Herzig, le directeur de l'Institut Leibniz pour les sciences marines de l'Université de Kiel (IFM-GEOMAR), «comme ce sont les mers qui contrôlent une grande partie du mécanisme climatique, il est capital qu'on comprenne rapidement le problème de l'acidification des océans, dont la capacité d'absorber 40 % du CO<sub>2</sub> atmosphérique pourrait s'amenuiser à moyen terme. Le réchauffement des mers pourrait aussi stériliser les coraux dont les populations de poissons alimentent des millions d'humains. Le suivi de la montée des mers permettra aussi de planifier la reconstruction des zones urbaines

côtières et de celles menacées par la fonte du pergélisol. Et il faut comprendre et mesurer le rôle des plaques tectoniques pour minimiser les dommages prévisibles en cas de tsunamis.»

Mais ce n'est pas le seul domaine où sciences et économie se rejoignent. L'Institut Leibniz travaille, par exemple, activement au projet «Sugar», qui vise à mettre au point une méthode pour extraire des fonds marins les milliards de tonnes d'hydrates de méthane qui s'y trouvent (voir encadré).

De son côté, Werner Lundt, le directeur général de l'Association des industries de la

construction navale, voit dans ces percées technologiques des débouchés grâce auxquels l'industrie navale allemande garantirait le pied marin. Mais il y a beaucoup d'autres possibilités, explique Peter Herzig.

«On va tirer, dit-il, de plus en plus des mers des produits pharmaceutiques, des aliments et des cosmétiques. Un exemple: l'Institut poursuit un programme qui permet à des bactéries marines de transformer les déchets de pisciculture en nourriture, sous forme d'algues, pour nourrir d'autres poissons.»

«Cela peut surprendre de voir les Allemands s'intéresser autant à l'Arctique et à l'Antarctique, où nous n'avons aucun territoire, aucune côte [...], explique de son côté Andreas Villwock, du même institut. Mais c'est parce que, si vous voulez voir de près et étudier les changements climatiques, c'est là que ça se passe. Si on veut comprendre ce qui s'en vient, il faut comprendre ce qui s'est passé depuis des millions d'années dans ces régions, quand les niveaux de CO<sub>2</sub> ont changé la donne. Mais pour l'instant, nous n'avons pas vraiment les moyens de savoir. Pas encore.»

Le Devoir

Louis-Gilles Francœur était en Allemagne à l'invitation de l'Institut Goethe

## MÉTHANE

SUITE DE LA PAGE 1

Pour récupérer ce méthane solidifié, les chercheurs ont mis au point une méthode pour le faire passer en phase gazeuse au fond de l'eau. Ils utilisent du CO<sub>2</sub>, lui aussi en phase gazeuse, qui proviendrait, par exemple, des émissions de GES d'une centrale thermique. Ce gaz carbonique libère le méthane sans l'enflammer et il se solidifie lui-même sur les fonds marins où il demeure emprisonné au moins 1000 ans, explique Peter Herzig, c'est-à-dire le temps qui sera nécessaire à l'eau de mer pour se réchauffer à 400 mètres de profondeur par plus de deux ou trois, ce qui serait possible en cas de réchauffement climatique constant et sévère.

Récupérer ce méthane et l'utiliser comme combustible a au moins deux avantages importants.

D'abord, il s'agit d'une source d'énergie «majeure», ce qui explique l'intérêt du consortium qui s'est constitué autour du projet allemand «Sugar». Il reste sur la planète environ 20 milliards de tonnes de gaz naturel, 40 milliards de tonnes ou gigatonnes (Gt) de pétrole, 540 Gt de charbon, mais 3000 Gt d'hy-

drates de méthane! Et il vaut mieux brûler ce méthane parce que, s'il se libère naturellement, comme c'est le cas dans les régions de dégel du pergélisol, son pouvoir de réchauffement est 22 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub>. Mais si on le brûle, son pouvoir de réchauffement est ramené à une unité, soit celle du gaz carbonique que dégage sa combustion.

Plusieurs grands pays, comme la Chine et l'Inde, s'intéressent à cette filière méconnue. Les chercheurs allemands, avec leurs moyens d'étude des fonds marins nettement supérieurs à ceux du Canada malgré l'importance de nos zones maritimes, en ont localisé entre les côtes du Canada et du Groenland notamment, dans la mer du Nord, près de l'Alaska, etc. Pour les financiers qui s'intéressent au projet, les revenus de cette filière sont d'autant plus intéressants que le bilan en CO<sub>2</sub> de l'opération est négatif, c'est-à-dire qu'il faut injecter plus de CO<sub>2</sub> que n'en émettra le méthane récupéré, une technologie de séquestration de carbone susceptible de générer des crédits d'émission de GES à forte valeur économique.

L.-G. F.

## ISRAËL

SUITE DE LA PAGE 1

générale pour se préparer à l'évacuation de force des 8000 colons installés dans ces «avant-postes» jamais autorisés par les autorités.

Ces préparatifs ont été menés par l'armée en étroite liaison avec le premier ministre Benjamin Nétanyahou, qui a promis au président américain Barack Obama la destruction de ces colonies sauvages en contrepartie de la poursuite de «l'extension naturelle» des colonies existantes.

Des porte-parole du chef de gouvernement et de l'armée ont refusé de commenter l'article paru dans Haaretz sous la signature d'un éditeur auquel l'ancien premier ministre Ariel Sharon, toujours dans le coma, avait confié son intention d'évacuer la bande de Gaza, ce qui fut fait en 2005.

À Washington, un porte-parole du département d'État, Robert Wood, a déclaré hier que les États-Unis jugent «prématuré» de parler de pressions financières sur Israël pour obtenir un gel de la colonisation. «Il est prématuré de parler de cela», a-t-il déclaré, interrogé au cours d'un point de presse sur la possibilité de sanctions financières de Washington après le rejet par Israël des appels des États-Unis, de la France, de l'Union européenne et de la Russie à geler la colonisation à Jérusalem-Est.

«Ce que nous essayons de faire en ce moment, c'est créer les conditions propices à la reprise des négociations, a-t-il ajouté. Comme vous le savez, le sénateur Mitchell travaille très dur à cela.» George Mitchell, l'émissaire américain pour le Proche-Orient, devait quitter Washington hier dans la soirée, selon un responsable du département d'État ayant requis l'anonymat. Ce responsable n'a pas précisé l'itinéraire du négociateur américain, mais il a précisé qu'il rencontrerait les dirigeants israéliens et palestiniens, estimant peu probable qu'il se rende en Syrie.

### Croissance rapide

La population des colonies juives s'accroît trois fois plus rapidement que celle de l'État d'Israël proprement dit, révèle par ailleurs les conclusions d'une étude publiée hier par le cercle d'études israélien European Policy Network.

Ce même document note que les implantations juives en territoire palestinien occupé reçoivent près de deux fois plus de subventions de l'État que les municipalités israéliennes stricto sensu. Le rapport, intitulé Impact historique, politique et économique des colonies juives dans les territoires occupés, retrace le développement des implantations depuis l'occupation de territoires arabes lors de la guerre de 1967 jusqu'à nos jours.

Au lendemain de la guerre, la colonisation s'est limitée à des zones peu peuplées de Palestiniens. Le pic de la colonisation a été atteint durant la période 1977-1983, lorsque 56 % des implantations ont été créées, sous la houlette du défunt premier ministre de droite Menachem Begin.

Les activités de colonisation ont ensuite décliné. Mais, au cours des 20 dernières années, la population des colonies a plus que doublé, malgré l'existence de négociations de paix, pour atteindre plus de 275 000 colons à la fin de 2007. Leur moyenne d'âge est de 20 ans.

Cet accroissement n'aurait pu se produire sans le soutien actif de tous les gouvernements qui se sont succédés, note le rapport. Si les municipalités israéliennes reçoivent 34,7 % de leurs revenus des pouvoirs publics, les colonies en obtiennent 57 %. Le patrimoine immobilier global des colonies est évalué à 18 milliards de dollars.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré que les négociations de paix avec Israël, suspendues depuis six mois, ne reprendraient que si l'État juif cessait l'ensemble de ses activités de colonisation, conformément aux dispositions de la «feuille de route» pour la paix acceptée en 2003 par les deux parties.

Benjamin Nétanyahou a lancé un nouveau défi aux États-Unis dimanche en rejetant leur demande de suspension de la construction de 20 nouveaux logements dans la partie orientale et arabe de Jérusalem. «Nous ne pouvons pas accepter l'idée que les Juifs n'aient pas le droit de vivre et d'acheter où que ce soit à Jérusalem», a martelé le premier ministre lors du conseil des ministres hebdomadaire.

D'après Reuters et l'AFP

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts  
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.  
Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-5346  
Par télécopieur 514-985-3390